

CELTEX inc. \$\$\$
MOTOROLA **SPECIAL**
 Cell/Star **PORTATIF**
 PT 500
 ACTIVATION AVEC BATTERIE,
 CHARGEUR ET ETUI
 984-5292 BUREAU:
 987-8770

La Presse

LA PRESSE, MONTRÉAL, MARDI 8 JANVIER 1991

DEMAIN LA GUERRE?

Bagdad, loin des bruits de la guerre

Agence France-Presse
BAGDAD

Les illuminations des fêtes de fin d'année clignotent toujours dans Bagdad où les habitants semblent vivre comme si tout était normal, comme s'il n'y avait pas, à moins d'un millier de kilomètres au sud, la plus importante concentration d'armes et de troupes jamais vue depuis la Seconde Guerre mondiale.

«On parle plus de guerre dans une capitale européenne qu'ici.» La remarque faite récemment par une personnalité occidentale de passage à Bagdad à l'occasion de l'une de ces missions de bons offices dont aucune n'a, à ce jour, apporté de résultat tangible, n'était peut-être pas seulement, après tout, une boutade.

A huit jours du 15 janvier, la date à partir de laquelle les Nations unies autorisent le recours à la force pour obtenir le retrait des troupes irakiennes du Koweït envahi depuis plus de 5 mois, rien n'indique que Bagdad est la capitale d'un pays peut-être sur le point de basculer dans la guerre.

Le spectacle de la rue conduit même à se poser des questions sur la sincérité des déclarations et la portée des mesures de défense passive que le gouvernement affirme, depuis quelques semaines, mettre en place.

Des étoiles multicolores géantes clignotent sur l'hôtel Rasheed, où sont logés visiteurs officiels et journalistes.

Les souks sont approvisionnés

L'autoroute al Qadissya, la principale de la Bagdad moderne sur la rive droite du Tigre, est ornée de tréfiles à quatre feuilles dessinés par des tubes de néon colorés. Des coeurs scintillants suspendus à des guirlandes de lampes rouge en ornent une autre.

La façade de béton de l'hôtel Melia, jadis centre de tri pour les otages occidentaux, a été embellie par des jeux de lumières.

Les souks populaires, comme

les magasins des quartiers chics, regorgent de marchandises. Les prix ont doublé, triplé depuis le mois d'août, mais apparemment sans rebuter le client et les conséquences de l'embargo international à destination de l'Irak semblent bien longues à devoir se faire sentir.

À la mi-décembre, les autorités irakiennes avaient commencé à préparer la population à l'éventualité d'une guerre, prodiguant des conseils de défense passive dans les journaux comme à la télévision.

À titre d'exercice de protection contre les attaques aériennes, un quartier de la ville a même, officiellement, été évacué.

Il a aussi été demandé aux particuliers de constituer des stocks de carburants et de combustibles et de procéder à la réfection des abris.

Les automobilistes ont été priés de passer leurs phares à la peinture bleue, mesure héritée de la Seconde Guerre mondiale ayant pour but de diminuer l'intensité de la lumière afin d'empêcher le repérage par des avions ennemis.

Toutes ces mesures semblent être restées lettre morte.

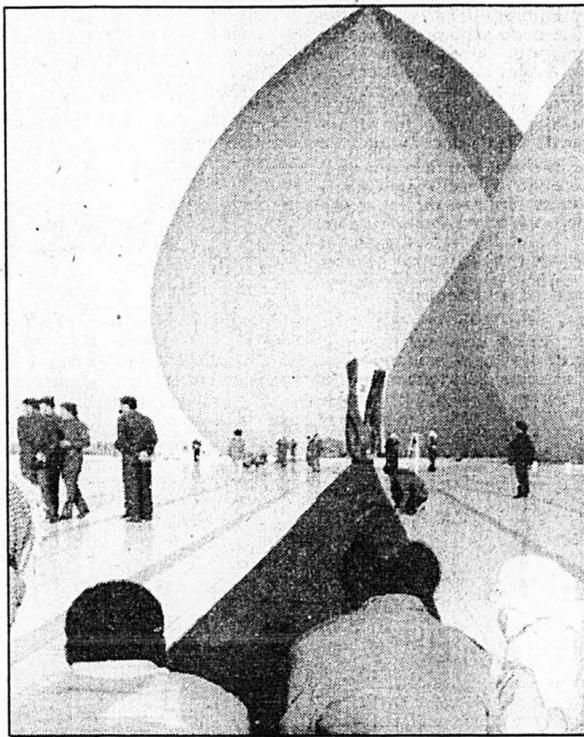
Où sont les abris?

En dehors des bâtiments gouvernementaux, il y a bien, a-t-on appris de sources concordantes, quelques abris dans la capitale mais, indiquent plusieurs rapides sondages, rares sont les passants qui savent où ils se trouvent et, selon les mêmes sources, leur accès est réservé aux personnes autorisées.

Il n'y a pas non plus d'hommes en uniforme dans les rues et seules quelques pièces anti-aériennes sont visibles sur le toit de certains édifices publics — notamment l'arche surplombant l'entrée principale du palais présidentiel.

Rien de comparable au déploiement mis en place il y a huit ans au pic de la guerre contre l'Irak.

Officiellement, le gouvernement irakien a mobilisé toutes



L'état de guerre n'était certes pas apparent, dimanche dernier à Bagdad, où des ouvriers étalaient le tapis rouge devant le monument aux Martyrs, en prévision des cérémonies qui marqueront la Journée des forces armées, quelques heures plus tard.

les classes d'âge de 1957 à 1973. La mesure claironnée par le gouvernement n'a cependant apparemment pas fait diminuer le nombre d'hommes et de jeunes qui déambulent sur la rue Saadoun, la principale artère commerciale où prennent d'assaut les guinguettes de la rive gauche du Tigre.

Interrogés sur ces apparentes contradictions, plusieurs diplomates étrangers ont estimé qu'il y avait sans doute beaucoup de propagande et d'intoxication dans les déclarations des dirigeants irakiens.

«L'adoption de mesures de défense civile, estime ainsi l'un d'eux, constitue d'abord pour les dirigeants une manière de montrer leur détermination et de prouver que les menaces de guerre ne les feront pas reculer.

«Dans une certaine mesure, ajoute-t-il, il en est de même pour le rappel des réserves, il est d'ailleurs très peu probable que l'armée puisse les absorber et, surtout, les équiper tous.»

Quant à l'apparente tranquillité de la population vaquant à ses activités et avec laquelle les journalistes ne peuvent avoir que des contacts réduits et sous haute surveillance, il est évident que, pour elle, quoi qu'il puisse arriver demain, il faut continuer à vivre aujourd'hui.

«L'Irakien de la rue, ajoute de son côté un résident occidental de longue date, sait aussi d'expérience qu'il n'a pas voix au chapitre et qu'il ne décide pas de son sort. Il faudrait voir ce qui se passerait si les hostilités se déclenchaient et ébranlaient sérieusement le régime», ajoute-t-il.

Genève attend la «rencontre de la dernière chance»

Agence France-Presse
GENÈVE

Les autorités du canton de Genève mettaient hier la dernière main aux préparatifs pour la «rencontre de la dernière chance» entre les ministres des Affaires étrangères américain James Baker et irakien Tarek Aziz qui doit avoir lieu demain matin à l'hôtel Intercontinental.

Les deux ministres, qui arriveront à Genève à 90 minutes d'intervalle, aujourd'hui en début de soirée, se rencontreront demain matin dans les étages supérieurs de cet immeuble, véritable cube de verre et d'acier haut de 18 étages, planté à un jet de pierre de l'ambassade du Koweït, dans le quartier du Palais des Nations unies. L'heure de leur rendez-vous n'a pas encore été divulguée.

Trois cents personnes ont manifesté hier devant la cathédrale Saint-Pierre «contre la guerre dans le Golfe, pour la justice et pour la négociation» à l'initiative de plusieurs églises chrétiennes et organisations pacifistes ou humanitaires. Ces dernières ont lancé un «appel pour une solution pacifique à la crise du Golfe» qui doit être adressé au président irakien Saddam Hussein et aux chefs des gouvernements engagés militairement dans le Golfe.

Deux cents des 350 chambres de l'hôtel Intercontinental, qui fait partie d'une chaîne contrôlée depuis deux ans par un groupe japonais, ont été réservées aux quelque 180 membres des deux délégations, mais leur répartition entre Irakiens et Américains est tenue secrète par le directeur de l'hôtel, M. Herbert Schott, dont l'emploi du temps est entièrement consacré à la préparation de ce sommet historique.

Les trois cent cinquante salariés de l'hôtel sont eux aussi mobilisés pour l'événement, mais aucun personnel intérimaire n'a été recruté en raison notamment des mesures de sécurité qui entourent d'ores et déjà cet établissement.

À l'issue de la rencontre, M. James Baker doit tenir une con-

férence de presse, à une heure indéterminée, dans la salle de bal de l'hôtel où pourront être accueillis un demi-millier de journalistes. Les services du téléphone et des télécommunications suisses étaient occupés hier à l'installation de plusieurs centaines de lignes supplémentaires mises à la disposition des envoyés spéciaux venus du monde entier.

L'avion du chef de la diplomatie américaine doit se poser à Genève Cointrin ce soir aux alentours de 19h (heure locale). M. Baker se rendra ensuite directement à l'Intercontinental, indiquait hier après-midi le service de presse de l'ambassade américaine à Genève.

L'arrivée de son homologue irakien, M. Tarek Aziz, est prévue une heure et demie plus tard, aux alentours de 20h30. M. Aziz devrait également se rendre directement à l'hôtel.

Les deux ministres seront accueillis sur le sol suisse par le chef du département (ministère) fédéral des Affaires étrangères helvétique, M. René Felber, venu de Berne pour la circonstance.

Un important dispositif policier sera mis en place par les autorités cantonales. La police genevoise a renoncé à rappeler les effectifs en vacances mais elle n'accorde plus aucun congé, a indiqué son porte-parole. Aucune manifestation sur la voie publique ne sera autorisée dans la partie de Genève située sur la rive droite du lac où se déroule la fameuse rencontre.

Depuis un quart de siècle, les salons de l'hôtel Intercontinental, établissement qui appartenait à l'origine à un groupe américain, ont vu défiler 81 chefs d'Etat, quelque 800 ministres et plus de 6000 ambassadeurs. «Par la force des choses, nous sommes devenus une dépendance des Nations unies», commente son directeur.

Ironie de l'histoire, c'est ce même hôtel qui avait accueilli en juillet dernier, quelques jours avant l'invasion du Koweït, une réunion de l'OPEP au cours de laquelle les Irakiens avaient lancé leurs premières menaces contre leur voisin.

Les Haïtiens de Montréal jubilent devant l'échec du coup d'État

RICHARD HÉTU

«Vive Aristide! Vive Titid! Vive Lavalas!»

Les slogans et les chants fusaient de toutes parts hier matin au bureau de la communauté chrétienne des Haïtiens, après l'annonce de l'échec de la tentative de coup d'État du Dr Roger Lafontant à Port-au-Prince.

Pour la trentaine de Montréalais d'origine haïtienne qui se trouvaient dans les locaux de l'organisme communautaire, cette nouvelle, entendue sur les ondes d'une station de radio montréalaise, mettait un terme à quelque 14 heures d'inquiétude et de consternation.

«Comme m'a dit un ami à qui j'ai parlé ce matin en Haïti, le rat est entré dans la ratière», s'est exclamé Jean-Claude Icart, le directeur du bureau de la communauté chrétienne des Haïtiens, en faisant allusion à l'ancien haut responsable des «Tontons macoutes». «Ça veut dire qu'ils sont tombés dans le piège. Ils ont essayé maladroitement et trop tôt de déclencher un coup.»

«C'était la dernière carte des macoutes», a pour sa part soutenu Parnel Lavache, un des membres du comité Tèt Ansanm, qui a participé, de Montréal, au financement de la campagne électorale du père Jean-Bertrand Aristide, élu président le 16 décembre dernier.

Il n'a fallu que quelques minutes, dans la nuit de dimanche à lundi, pour que la nouvelle de la tentative de coup d'État du Dr Lafontant atteigne Montréal. Dès deux heures du matin, des «petits groupes isolés», selon M. Icart, ont lancé des mots d'ordre à leurs compatriotes, les enjoignant de se rendre devant les consulats haïtiens ou américains afin de protester contre ce dernier coup de force.



Chez les Haïtiens montréalais, l'euphorie était totale lorsqu'on a appris l'arrestation du Dr Lafontant et l'échec total de sa tentative de coup d'État.

Pendant ce temps, les dirigeants reconnus de la communauté haïtienne étaient en contact avec Haïti, tentant de suivre le déroulement des événements à Port-au-Prince. Il leur est apparu tôt hier matin que le Dr Lafontant ne parviendrait pas à s'accrocher au pouvoir.

«Des personnes faisant partie du secrétariat de M. Aristide nous ont dit qu'elles étaient certaines à 8h45 de pouvoir arrêter M. Lafontant dans quelques instants», a déclaré Ernst Gresseau, de la Maison d'Haïti.

Vers 10h15, la confirmation de la déconfiture du Dr Lafontant a provoqué une explosion de joie chez la trentaine de personnes réunies au bureau de la communauté chrétienne des Haïtiens, au 6970 rue Marquette. En apprenant la bonne nouvelle, celles-ci se sont mises à entonner l'hymne nationale d'Haïti et à scander le nom du président élu et le mouvement qui l'a porté au pouvoir (Lavalas!).

En soirée, une séance d'information et de solidarité a été tenue au même endroit pour un nombre encore plus important de membres de la communauté haïtienne de Montréal.

Evans Desmangles, qui s'y trou-

vait, ne s'est guère montré ému par la violence qui a causé plus de 30 morts et plus de 60 blessés chez d'anciens «Tontons macoutes» après la tentative de coup d'État.

«Quand on compare ce chiffre aux quelque 30 000 disparus, torturés ou détenus pendant la période duvaliériste, ce n'est rien», a déclaré M. Desmangles, qui anime une émission de radio à CIBL.

M. Icart souhaite pour sa part que le gouvernement canadien garde à l'œil les duvaliéristes qui se trouvent dans plusieurs villes du pays, dont Montréal, selon lui.

«Lafontant a des complices à Montréal et au Canada», a déclaré M. Icart, qui prétend que plusieurs duvaliéristes se sont réfu-

giés au Canada avec leur fortune. «Or, on sait très bien que la loi canadienne interdit d'utiliser le territoire canadien pour essayer de renverser par la force un gouvernement légitimement constitué. Or c'est ce qui vient de se produire. Dans les années 1970, a ajouté M. Icart, quand il s'agissait d'opposants à la dictature duvaliériste, ces personnes avaient été très fortement inquiétées par les autorités canadiennes, notamment par la GRC. L'espère que cette fois-ci ça sera au tour des gens de Lafontant à être inquiétés ou surveillés.»

Lafontant, un néo-duvaliériste pur et dur

Agence France-Presse
PORT-AU-PRINCE

Le Dr Roger Lafontant, 59 ans, qui affirmait hier matin s'être emparé du pouvoir en Haïti par un coup de force avec l'aide d'une partie de l'armée, est une des figures historiques du duvaliérisme dont il personnifie la tendance pure et dure.

Se réclamant comme il le dit lui-même du «duvaliérisme de François Duvalier (Papa Doc

1957-1971), revu et corrigé» et non de la période de Jean-Claude Duvalier (1971-1986), pour lequel il avoue «peu d'estime politique», le Dr Roger Lafontant est d'origine modeste — sa mère était paysanne.

Il fut remarqué comme étudiant par Papa Doc, mais c'est à l'arrivée au pouvoir de Jean-Claude Duvalier que Roger Lafontant apparaît sur le devant de la scène. Le 15 novembre 1972, il devient ministre mais est vite écarté.

Après un long séjour comme

consul à Montréal, il revient aux affaires au début des années 80 et, le 27 août 1983, voit finalement ses ambitions récompensées par Jean-Claude Duvalier, avec un portefeuille de ministre d'État de l'Intérieur et de la Défense.

«Roger», comme l'appellent ses partisans, est alors au faite de sa puissance et de sa popularité.

Auteur de deux tentatives de coup d'État, depuis deux ans, il a voulu en vain se présenter aux élections qui ont vu le père Aristide porté au pouvoir.

Le Monde

Autres informations

► C12

Éditorial

Paul Desmarais
président du conseil
d'administrationRoger D. Landry
président et éditeurClaude Masson
éditeur adjointMarcel Desjardins
directeur de l'informationAlain Dubuc
éditorialiste en chef

Immigration: une victoire à l'arraché

La nouvelle est passée quelque peu inaperçue dans les préparatifs des Fêtes: à quelques jours de Noël, Québec et Ottawa ont conclu une entente de principe permettant au gouvernement provincial de rapatrier une série de pouvoirs en matière de sélection et d'intégration des immigrants.



Cet accord, fondamental pour le Québec, a pourtant bien failli périr noyé dans les eaux du lac Meech. Les deux gouvernements étaient en effet prêts à procéder à une passation de pouvoirs dès cet été. Mais au lendemain de la grande faillite constitutionnelle, le climat n'était plus à des négociations bilatérales.

Et dans le contexte post-Meech, le premier ministre Mulroney avait décidé de lier le sort de l'entente aux travaux de la Commission Bélanger-Campeau; autrement dit, de l'envoyer directement aux calendes grecques. Le grand défi de la ministre Monique Gagnon-Tremblay aura donc été non pas tant de faire accepter les demandes du Québec — qui avaient déjà été à toutes fins pratiques reconnues cet été —, comme de convaincre Ottawa de reprendre les pourparlers. Et selon des fonctionnaires du ministère, la victoire a été obtenue à l'arraché.

L'accord, qui attend encore sa ratification officielle, s'inscrit en toute logique à l'intérieur d'un mouvement amorcé il y a 20

ans, et visant à doter le Québec de tous les instruments nécessaires pour contrôler son immigration. Au fil d'ententes conclues depuis 1971, le Québec a d'abord obtenu le droit d'informer les immigrants sur leur société d'accueil, puis celui de conseiller les agents fédéraux, avant de décrocher, via l'accord Cullen-Couture, le pouvoir de participer à la sélection de ses candidats à l'immigration.

Avec la nouvelle entente, ce pouvoir devient exclusivement québécois pour les immigrants dits « indépendants », et Ottawa ne pourra plus intervenir que si des raisons de santé ou de sécurité sont en jeu. Même si cet élargissement de la juridiction provinciale ne concerne ni les réfugiés, ni les candidats acceptés via la politique de réunification familiale, il s'agit d'un gain capital. Il permettra au Québec d'exercer un contrôle pratiquement entier sur une portion importante — un peu plus de 50 p. cent — du flux migratoire. Il lui donnera aussi les moyens de réaliser certains objectifs de sa nouvelle politique d'immigration, comme celui de doubler le nombre de francophones, — qui, autrement, risquaient de rester une pure vue de l'esprit.

L'accord de décembre prévoit que le Québec recevra un nombre d'immigrants proportionnel à son poids démographique, soit grosso modo 25 p. cent. Actuellement, à peine 17 p. cent des Néo-Canadiens s'établissent au Québec. Malgré une légère et encore fragile remontée de la natalité, le Québec ris-

quait donc de devenir peu à peu un poids plume sur la balance de la Confédération. Reste à voir comment la machine fédérale s'ajustera à ce nécessaire rattrapage et comment cet objectif sera réalisé sur le terrain. Déjà, certains candidats à l'immigration sélectionnés par le Québec doivent attendre deux ou trois ans avant d'obtenir le visa canadien.

Mais là où le Québec réalise les gains les plus importants, c'est en rapatriant tous les pouvoirs en matière d'intégration. A compter du 1er avril, tous les services aux nouveaux arrivants, dont les cours de langues, seront gérés par la province. Le Québec récupérera les deniers fédéraux qui y étaient déjà affectés. Et même plus: car reconnaissant, ce qui constitue en soi un précédent, que les besoins du Québec en matière d'intégration sont particuliers, Ottawa a majoré sa contribution de 30 p. cent.

Parce qu'elle a été négociée dans un contexte d'hypersensibilité constitutionnelle, et parce qu'elle accorde de facto un statut particulier au Québec, l'entente sur l'immigration pourrait être mal perçue par les autres provinces. Souhaitons plutôt que celles-ci s'en inspirent pour établir leurs propres arrangements avec Ottawa, compte tenu de leurs besoins spécifiques, et en prévision de l'accélération substantielle du rythme de l'immigration promise par la ministre McDougall.

Agnès GRUDA

Une lueur d'espoir pour Haïti

La nouvelle de la prise du pouvoir en Haïti par Roger Lafontant n'a guère provoqué plus qu'un haussement d'épaules chez les Montréalais. On est tellement habitué à ce que tous les malheurs imaginables s'abattent sur cette pauvre république!

L'arrestation de Lafontant par l'armée quelques heures plus tard offre cependant un peu d'espoir. L'armée semble avoir trouvé son intérêt à respecter un scrutin démocratique plutôt qu'à participer à une nouvelle dictature.

Cela présuppose naturellement que l'armée ait agi pour sauver la présidence provisoire de Mme Ertha Pascal Trouillot et la passation des pouvoirs à M. Jean-Bertrand Aristide, élu à une majorité écrasante. L'armée est peut-être intervenue pour écarter de la présidence cet ancien chef des tontons macoutes — les grands rivaux de l'armée dans la surenchère de violence qui a marqué la vie politique de la république. Elle pourrait ainsi prétendre à la reconnaissance du futur président Aristide dans un esprit bien moins démocratique que ses belles déclarations.

Selon une tradition fortement ancrée dans beaucoup de pays du tiers monde, l'armée haïtienne continuera à jouer un rôle politique de premier plan. C'est triste à dire, mais, dans un pays où l'ensemble des services publics sont désorganisés et manquent de moyens, l'armée est souvent la seule organisation capable d'offrir un soutien quelconque au gouvernement.

Certaines armées prennent ce rôle au sérieux et cherchent cahin-caha à maintenir une certaine légitimité constitutionnelle et à offrir le minimum de services que l'État doit à ses citoyens. Dans le pire des cas, les chefs militaires jouent un rôle purement politique et se conduisent comme en pays conquis.

Dans le cas, d'Haïti, il serait utopique de vouloir éliminer l'armée de l'échiquier politique. Le mieux qu'on puisse espérer est qu'elle se mette corps et âme au service de l'État qui aura dorénavant un président choisi par la majorité des Haïtiens. Cela ne sera toutefois pas facile car Jean-Bertrand Aristide ne sera pas un président comme les autres.

M. Aristide est un prêtre alors que le pape a interdit aux prêtres d'assumer une fonction politique. De plus, le père Aristide est un partisan de la théologie de la libération alors que son église maintient ses distances avec cette doctrine. Des le départ, sa présidence et sa politique seront contestées par une importante organisation qui devrait normalement appuyer de tout coeur une volonté populaire exprimée avec tant de netteté.

Dans ces circonstances, il aura besoin de tous les appuis possibles pour mener à bien une politique ambitieuse de reconstruction et de développement. Si l'Eglise catholique fait défaut, l'armée prendra forcément une importance accrue. Or, l'armée — bien nourrie et bien vêtue — n'est pas nécessairement du côté des démunis qui ont élu M. Aristide à la présidence. L'armée est une élite qui sera tentée d'épouser les intérêts de la bourgeoisie — cette autre élite qui pourrait se sentir menacée par les politiques sociales de M. Aristide.

C'est alors qu'on pourra voir si l'arrestation de Roger Lafontant est un signe de la vertu civique des chefs militaires et non un simple calcul politique.

Frédéric WAGNIÈRE

SAQ: pourquoi pas un médiateur?

Tous les Québécois ont pu célébrer les Fêtes avec vins, alcools et bières importées. Pourtant, depuis le 9 octobre, les 640 syndicats des centres de distribution et des entrepôts de Montréal et de Québec de la SAQ sont grève.

Pour ce syndicat de la FTQ, c'est le premier conflit en 18 ans d'existence. L'objet du litige est une mésentente au sujet du salaire et de la sécurité d'emploi.



Mais quand tout fonctionne à peu près normalement, malgré une grève presque civilisée, dont les débordements ont été limités par les tribunaux, il devient ardu de trouver des moyens de pression qui obligeraient l'employeur à céder.

Alors, on fait quoi? On cherche des partenaires pour presser davantage le citron et hâter le règlement à son avantage. Dans ce cas-ci, le fruit mûr est tombé le premier janvier. Le contrat de travail des 3000 employés de magasins et bureaux de la SAQ se terminant, pourquoi ne pas s'entendre sur des objectifs communs et signer une alliance de front commun.

Nul ne peut présumer de la logique des revendications syndicales et de la bonne foi de l'employeur qui semblerait préférer, pour les prochaines années, canaliser énergies et argent dans la sous-traitance et le travail à temps partiel.

Pourtant, le projet de privatisation de la SAQ plane toujours dans les officines de l'État et il serait bien dommage que ces employés soient actuellement en train de basarder leurs jobs. Cela ne devrait plus se faire en 1991. Peut-être un médiateur pourrait-il faire que les deux parties s'entendent et règlent.

Claudette TOUGAS

NOTRE MONDE ENTRE LES MAINS DES NÉGOCIATEURS



DROITS RÉSERVÉS

L'échange Della Noce/Béland soulève des questions qui méritent attention

MARCEL ADAM

Pour protester contre les positions adoptées par le président du mouvement Desjardins en tant que membre de la Commission Bélanger-Campeau, le député conservateur de Duvernay a coupé les liens avec la caisse populaire dont il était sociétaire.



Dans une lettre qu'il lui a adressée en décembre, M. Vincent Della Noce reproche à M. Claude Béland de pérorer sur l'avenir du Québec au nom des membres du Mouvement Desjardins. Il ne lui conteste pas le droit de s'exprimer en son propre nom, mais celui de prendre position pour l'indépendance au nom des membres des caisses.

Dans sa réplique M. Béland invoque pour se justifier la consultation menée auprès des dirigeants des caisses (et à laquelle un peu plus de la moitié — 10 203 sur 19 935 — a répondu) et qui a révélé que quelque 85 pour cent appuyaient la suggestion de récupérer tous les pouvoirs au Québec.

À titre de président d'un mouvement coopératif il eût été inacceptable de ma part, dit-il, de défendre la position de la minorité. Le droit d'exprimer le point de vue de la majorité des membres du mouvement découle selon lui de la loi constitutive de la commission qui permet

d'adjoindre aux parlementaires un certain nombre de représentants corporatifs.

(Une manière de voir discutable et d'ailleurs contestée par le professeur Dion).

Ne pas accepter cela, sermonne-t-il le député, c'est ne pas accepter les règles de la démocratie à l'intérieur du Mouvement Desjardins.

Ce qui porte s'interroger tout haut M. Béland sur l'attitude qu'adopterait éventuellement M. Della Noce: « Comme vous n'avez pas accepté les règles de la démocratie à l'intérieur de Desjardins, comment ferez-vous pour les accepter au Québec si jamais la population québécoise optait pour une plus grande souveraineté? »

Si l'avenir du Québec devait être déterminé par une consultation populaire du genre de celle que M. Béland se vante d'avoir menée dans le mouvement Desjardins, M. Della Noce — comme tous les démocrates d'ailleurs — aurait bien raison de s'inscrire en faux.

Il est bon de souligner que, sauf erreur, M. Béland favorise la tenue d'un référendum où tous les Québécois pourraient se prononcer sur l'avenir du Québec, et non une consultation comme celle du Mouvement Desjardins où seule la classe dirigeante a été interrogée.

M. Béland a peut-être le droit de parler au nom de la majorité de dirigeants qui a répondu à son questionnaire. Mais comme ceux-ci ne pouvaient engager qu'eux-mêmes, il n'a certainement pas celui d'invoquer la caution de tout le Mouvement

Desjardins, c'est-à-dire des centaines de milliers des sociétaires tenus à l'écart de cette opération.

Quand on prend connaissance du document synthèse (signé par M. Béland) accompagnant le questionnaire, des prémisses de certaines questions, et de l'analyse tendancieuse — assortie d'erreurs de faits — qu'il fait de la situation qui a conduit à la mise sur pied de la Commission B-C, il est difficile de ne pas y voir une entreprise de manipulation indigne d'un organisme dont le grand titre de gloire est le fait que son capital moral pèse aussi lourd dans la société québécoise que l'ensemble de ses actifs.

Et on se dit que les gens qui ont moins confiance dans leur connaissance personnelle de ce dossier que dans celle de leur président, ne pouvaient répondre autrement que dans le sens suggéré dans le questionnaire. Et on comprend aussi pourquoi les dirigeants de Desjardins ont mené cette consultation sous la consigne de la confidentialité.

Je ne citerai qu'un exemple relevé au tout début du document synthèse, susceptible à lui seul d'entacher sérieusement la crédibilité de l'entreprise. Au sujet de l'impasse constitutionnelle actuelle, on y lit: « Depuis 1982, on le sait, le Québec ne fait plus partie de l'ensemble constitutionnel canadien ».

En vérité, le Québec est toujours soumis à la Constitution canadienne, cette réforme ayant été faite en toute légalité.

Confronté à cette cette grossière erreur à la Commission B-

C, M. Béland a répondu en substance ceci qui laisse songeur:

« Parce que beaucoup de gens disent: On s'est fait exclure de la Constitution, on a pris l'expression que les gens comprennent. Si j'avais fait la même nuance que dans le mémoire, les gens auraient dit: Qu'est-ce qu'il dit? »

Pour revenir à la consultation dont M. Béland prétend tirer son mandat de commissaire, un sondeur expert, M. René Pelletier, l'a critiqué sévèrement dans une lettre qu'il lui a fait parvenir et dont Le Devoir a publié copie le mois dernier.

« L'examen du questionnaire, du préambule et des directives données aux répondants, écrit-il, fait clairement ressortir que (la) démarche allait à l'encontre des règles de base d'un sondage ».

Pour M. Pelletier, cette façon de faire a provoqué l'utilisation abusive du mot sondage et induit les gens en erreur en leur faisant penser que l'opinion d'un nombre astronomique de personnes avait été obtenue de façon scientifique.

A ma connaissance M. Béland n'a pas répondu à aux critiques de cet expert — du moins publiquement.

Le président du Mouvement Desjardins devrait utiliser avec prudence les résultats de cette consultation biaisée. Un organisme aussi prestigieux et influent que le sien n'a pas le droit de chercher à infléchir l'opinion publique en un domaine qui ne concerne pas ordinairement sa mission, en recourant à un procédé quelque peu frauduleux.

Opinions

Le Canada entre l'espoir et le désespoir

Keith Spicer, ancien rédacteur en chef du Citizen, est président du Forum des citoyens sur l'avenir du Canada. Dans ce texte, qu'il a rédigé pour LA PRESSE, il fait le point sur les défis que la commission qu'il préside devra relever.

KEITH SPICER

Le Canada est en crise. Il ne s'agit plus d'une autre joute sur la constitution entre politiciens. Il s'agit d'une vraie crise qui met l'avenir du Canada en péril. Chacun veut la résoudre, mais personne ne sait par où commencer.

Le Forum des citoyens sur l'avenir du Canada, un groupe indépendant non partisan, composé de douze personnes de divers horizons, s'est vu confier l'ambitieuse tâche de donner la parole à tous les citoyens, d'analyser leurs opinions, d'examiner leurs éléments de discord et les valeurs qu'ils partagent afin de proposer une stratégie pour un avenir que chacun aura contribué à façonner.

Et tout cela, dans les six prochains mois.

La question est grave: «Les Canadiens veulent-ils encore vivre ensemble?» Elle implique une foule d'exigences qui se contredisent ou se recoupent et qui proviennent de divers groupes, régions et partis politiques: l'aliénation de l'Ouest et des régions du Nord, la frustration des provinces de l'Atlantique, les aspirations des autochtones, les droits des citoyens comme individus ou bien comme groupes, le désir d'affirmation du Québec, un désir senti viscéralement depuis deux siècles.

Sans oublier, bien sûr, les traditionnelles rivalités des politiciens et des bureaucrates dans ce dossier.

La question «Le Canada: être ou ne pas être» implique toute une vague de changements sociaux, économiques et culturels que nous commençons à peine à comprendre: les droits des femmes, des enfants, des handicapés et des minorités; un multiculturalisme en mutation; une société vieillissante; la violence; la recherche qui s'essouffle, et un système d'éducation et de formation mal préparé pour le XXI^e siècle.

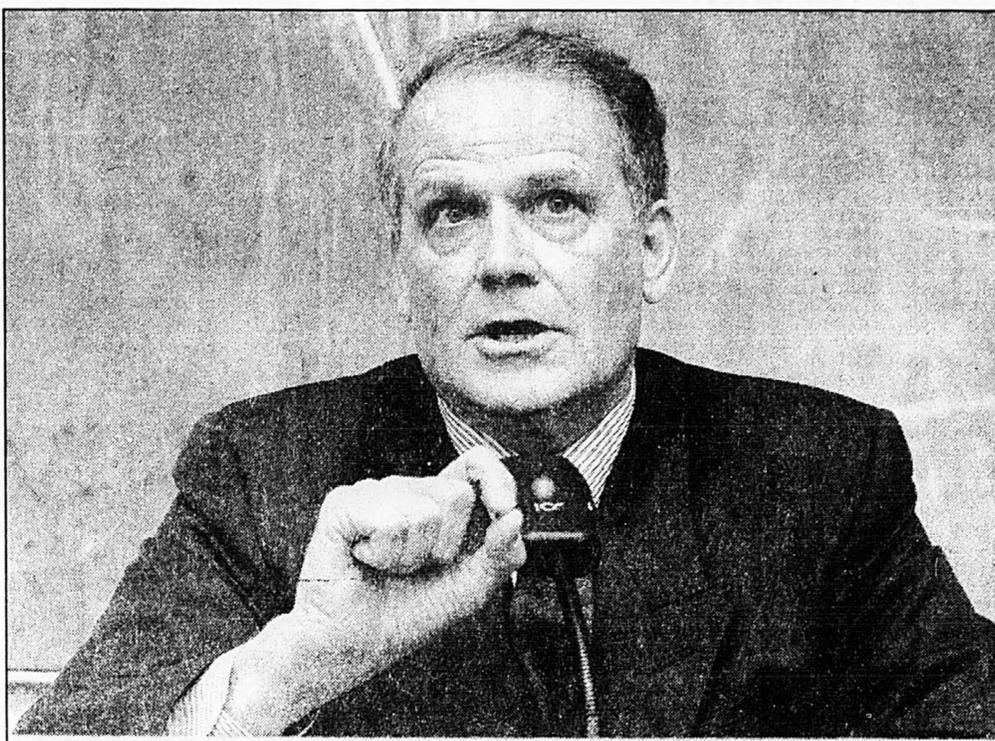
A ces facteurs s'ajoutent trois autres réalités. D'abord, l'incertitude économique (récession, déficit budgétaire, ajustements au commerce international) menace le niveau de vie des gens et la cohésion sociale.

Ensuite, la Commission Bélanger-Campeau, qui soumettra son rapport à la fin de mars, pourrait bien recommander une restructuration radicale du Canada. Cela débloquent-il ou aggravera-t-il l'impasse constitutionnelle? Personne ne le sait. Plus tard, d'autres commissions en Alberta, au Manitoba, au Nouveau-Brunswick et ailleurs feront des recommandations.

Si le climat est à la méfiance, à l'indifférence, ou pire à la menace, tout nouveau dialogue sera impossible. Les Québécois et les autres Canadiens, pour leur avantage mutuel, et en dépit de leurs craintes et de leur mécontentement, doivent travailler ensemble pour trouver une solution.

Enfin, notre constitution et nos structures politiques ne vont pas bien. Le manque de respect du public pour les politiciens se généralise.

Ce qui rend l'exercice si périlleux à ce stade-ci, c'est notre ignorance flagrante de nous-mêmes et de notre pays. Au moment même où il nous faut bien saisir la réalité et les motivations profondes de chacun, nous sommes empoisonnés par les mythes, les stéréotypes et les récriminations: un vrai dialogue de sourds.



La question est grave: «Les Canadiens veulent-ils encore vivre ensemble?»

Derrière les propos souvent amers de presque tous les «laissés pour compte» de notre société — les gens de l'Ouest, du Nord, de l'Atlantique, les autochtones, les membres des minorités ethnoculturelles, ainsi que de nombreux Québécois et Québécoises — se cache le désir d'une acceptation qui respecte sans équivoque leur personnalité et leurs aspirations collectives.

Acceptation ne signifie pas nécessairement une intégration à la structure boiteuse du Canada d'aujourd'hui. Mais plutôt une participation à un avenir qui leur appartiendra, auquel ils s'identifieront, et qu'ils pourront contribuer à façonner pour eux-mêmes et pour leurs enfants.

Aider chacun à se sentir accepté et respecté dans la famille canadienne, telle est la raison d'être du Forum des citoyens.

Que comptons-nous faire? Et comment allons-nous procéder?

Nos deux objectifs sont clairs et pour le moins stimulants.

Tout d'abord, recueillir le point de vue de tous les Canadiens et Canadiennes, et en dégager une vision de l'avenir. Ensuite, favoriser le dialogue et réduire la méfiance qui nuit à la résolution de questions aussi vitales.

Il y a à peine sept semaines, mes collègues et moi, nous nous sommes attelés à la tâche sans bureau, sans personnel, sans budget, sans précédent, sans stratégie, sans illusion!

Dès le départ, nous n'avons pas cherché à faire croire que notre organisation était parfaite et que notre méthode était définie à 100%. Nous avons décidé de travailler sans relâche avant Noël pour établir des bases solides en vue d'un lancement de nos activités publiques en janvier.

La mission de ces 12 personnes venues des quatre coins du Canada: concevoir et organiser la consultation populaire la plus complexe et la plus délicate jamais réalisée dans une démocratie moderne.

Et tout cela dans un pays-continente déchiré par les dissensions et dans un climat de cynisme vitriolique.

Depuis l'annonce de la création du Forum, le 1^{er} novembre dernier, nous avons recruté une équipe compétente. Nos commissaires qui, dès les deux premières réunions et lors de conférences téléphoniques hebdomadaires, ont noué entre eux de solides liens de camaraderie, ont mis en place tous les éléments-clés d'une campagne qui durera cinq mois en 1991.

Quels sont ces éléments?

- Une consultation des citoyens eux-mêmes. Elle favorisera la participation de chacun, seul ou en groupe (jusqu'à 20 personnes) dans un contexte dénué de formalisme. Depuis le 7 novembre, notre tribune téléphonique gratuite (1-800-56-FORUM) permet à tous et à toutes de nous communiquer leurs idées de 8 h à 20 h, sept jours par semaine.
- La place à l'initiative. Pour faciliter le processus, nous collaborons avec des dizaines, voire des centaines d'organismes nationaux (écoles, églises, clubs, syndicats, entreprises, associations locales) qui acceptent de distribuer ou d'utiliser les documents de discussion que nous mettons à leur disposition partout au pays.
- Un rapport qui émane du peuple. Chaque personne qui participera (dans des discussions de groupe, les médias, au téléphone) aura l'occasion de répondre aux questions qui font l'objet de notre mandat. L'opinion de chaque citoyen sera prise en compte, et notre rapport fera écho à sa voix.
- Une immense bonne volonté. Par notre ligne 1-800, par les lettres que nous recevons et les contacts que les Canadiens ont pris spontanément avec nous dans tout le pays, de même que lors de nos propres sollicitations, nous sentons une solide volonté d'appuyer

notre démarche et un désir ardent de nous voir réussir.

• La participation des jeunes. C'est leur pays qui est en jeu et nous entendons les inciter à jouer pleinement leur rôle dans l'élaboration de notre démarche et de notre rapport.

• Les forums thématiques régionaux. Nos commissaires animeront ou présideront des réunions publiques plus grandes.

Nous serons prudents mais sans nous laisser hanter par la crainte de l'erreur. Nous prendrons des risques et, s'il nous arrive de nous tromper, nous saurons encaisser.

Bien que le caractère de cette démarche soit extrêmement sérieux, rien n'empêche que tout se déroule dans la bonne humeur.

Certains dénoncent le cynisme qui mine cette consultation du Forum. Il y a de très bonnes raisons qui expliquent ce cynisme. Mais il y en a une plus grande qui justifie l'espoir.

Nous sommes un peuple étrange, étonnamment diversifié. Nos passions sont souvent emprisonnées dans nos coeurs. Ces passions, nous allons les libérer dans les mois à venir en permettant aux Canadiens de redéfinir leur pays avec leur coeur autant qu'avec leur tête.

De la folie? Non. Car dans la construction d'un pays, le réalisme repose sur l'idéalisme lucide. Quoi qu'il advienne de sa structure, le Canada reste une grande idée en quête d'un peuple qui oserait être grand.

Nul ne sait encore si dans deux ans, nous aurons un pays que nous reconnaitrions aujourd'hui.

Quelle que soit la solution que nous aurons trouvée — ensemble — ce sera la nôtre et non celle des personnages politiques.

Quand les politiciens d'hier demandaient «Qui parle au nom du Canada?» la réponse était «Ottawa», ou l'une des capitales provinciales. Aujourd'hui, la question est «Qui parle au nom des Canadiens?» Et la réponse est: nous tous.



Lysiane Gagnon

De Mitsou aux Immortels

La langue française est une vieille dame encore très belle, mais ultra-conservatrice, autoritaire et difficile d'approche. Cela complique la vie de qui veut se l'approprier, c'est évident. Mais quand la vieille dame décide de s'encanailler et de jouer les petites jeunes, alors cela devient carrément pénible. Qu'y a-t-il de plus pathétique qu'une ancienne beauté déguisée en Mitsou?

La réforme de l'orthographe n'est pas plus démocratique que les règles anciennes. Cette réforme aussi vient d'en haut, imposée à une population qui n'en n'avait jamais ressenti le besoin et ne l'avait jamais réclamée.

Cette réforme qui n'a rien à voir avec l'usage est surtout l'affaire d'une poignée de politiciens (le premier ministre Rocard en tête), d'écrivains-bureaucrates qui, tel Maurice Druon, ont cessé d'écrire depuis des lunes, et de linguistes patentés qui y trouvent l'occasion rêvée de se valoriser. Elle ne règle aucunement les problèmes structurels, inhérents à la langue elle-même, qui en font une langue moins flexible et plus difficile à écrire que l'anglais.

Cette réforme n'aura pour résultat que de jeter la confusion dans le monde de l'école, de l'édition et des médias, sans même faciliter, pour les non-francophones et les enfants, l'apprentissage réel de la langue.

Chamberder l'orthographe en croyant faire du français une langue capable de damer le pion à l'anglais comme langue de communication internationale, c'est comme la vieille dame qui croit rivaliser avec Mitsou parce qu'elle s'est affublée d'une perruque blonde et d'une jupe en dentelle.

Aux dernières nouvelles, l'ethnologue Claude Lévi-Strauss et la soviétologue Hélène Carrère d'Encausse, qu'on ne peut soupçonner de planer dans les sphères éthérées de la vieille garde littéraire, avaient rejoint les rangs de l'opposition à la réforme Rocard; le mouvement a pris une telle ampleur que le président Mitterrand semble tenté de désavouer son premier ministre.

J'ai bien hâte de voir comment les Québécois vont se «positionner» sur cette question qui a déclenché en France de meurtrières polémiques. Parions qu'il y aura d'un côté les linguistes, les fonctionnaires de la langue et les permanents de la CEQ. De l'autre, les professeurs de français qui oeuvrent sur le terrain, les journalistes, les écrivains, les publicitaires, et, de façon générale, comme le disait notre collègue Guy Cormier, ceux qui aiment écrire.

On en avait un avant-goût l'autre jour à *Aujourd'hui Dimanche*: d'un côté une linguiste, de l'autre un éducateur. La linguiste avait un discours parfaitement rationnel, rempli d'arguments fort justes et pertinents, auquel il ne manquait qu'une chose: la conscience que tout n'est pas parfaitement rationnel en ce bas monde, et que les langues ne sont pas que des objets fonctionnels qu'on peut démonter et remonter comme un moteur d'automobile.

L'Académie française, cette institution semi-funéraire auprès de laquelle notre Sénat a l'air d'une guillerette école secondaire, se voit soudain agitée par un souffle de vie. Les Immortels, théoriquement les fiduciaires de la langue, se réunissent jeudi pour discuter du projet controversé. Autres polémiques à venir, donc, mais celles-là seront, comme tout ce qui vient de l'Académie, irrésistiblement comiques.

Lire, pour s'en convaincre, le petit livre que le journaliste Jacques Jaubert a consacré aux Immortels (*L'Académie épinglée*, aux éditions Sylvie Messinger).

Tous les jeudis, raconte-t-il, les Immortels travaillent au dictionnaire de l'Académie française. Ce dictionnaire, qui est de fait la raison d'être de cette institution créée en 1635, n'existe pas. «Et pour cause», explique Jaubert, la dernière édition date de 1935. Elle est épuisée (comme les Académiciens).

L'édition précédente remontait à 1878. Au rythme où travaillent les Immortels, les mots arrivent à l'Académie quelques décennies après qu'ils ont été inscrits au Quillet, au Larousse ou au Robert et que tout le monde les utilise.

L'Académie révisé mot à mot le dictionnaire de 1935 au rythme d'une heure par semaine — mais une heure qui peut être réduite à cinq ou dix minutes, dépendant de l'humeur de ces messieurs, qui sont plutôt portés aux digressions mondaines et au bavardage littéraire. Trente-neuf ans après l'édition de 1935, ils en étaient encore à la lettre D.

De temps à autre, des décennies après qu'il a été consacré par l'usage, un nouveau mot est accepté! Le 20 octobre 1967, l'Académie admet le mot «conformisme». C'est un pas de géant, car dans le dictionnaire de 1935, seul se trouve l'adjectif «conformiste», avec la définition: adépte de l'église anglicane. Comme dit Jaubert, «le monde entier était donc composé, à 99 p.cent au moins, de non-conformistes!»

Le 13 mai 1966, autre coup d'audace, l'Académie accepte le mot «communicable». Quelques mots coquins — «croustillant», «cache-sexe» — ont reçu l'indulgent bénéfice de ces vieux satyres, mais le sort de «slip» reste en suspens et le restera, selon Jaubert, au moins jusqu'en 2100. Idem pour «cancan» ou «french-cancan». Le french-cancan est passé de mode depuis un demi-siècle, mais le mot n'est pas encore accepté par les Immortels.

Dans certains cas toutefois, on a des opinions bien tranchées. Ainsi le mot «contacter», rejeté à la suite du verdict tranchant de Maurice Genevois: «On a usé et abusé de ce mot, il est devenu antipathique».

Le mot «complexé»: rejeté aussi, victime d'une offensive menée par René Clair, qui le trouvait «laid».

L'histoire de «créativité» est encore plus mouvementée. C'est avec méfiance que les Immortels virent arriver ce nouveau mot, sanctionné par l'usage et tous les dictionnaires ordinaires. Jaubert reproduit ce savoureux dialogue:

André-François Poncet: «Il est affreux, mais nous ne pouvons le bannir.»

André Chamson: «Je suis contre un mot qui recouvre tous les délires et toutes les infirmités de notre époque.»

La créativité fut donc bannie, comme d'ailleurs «alunir» (l'Académie, toujours à la page, et croyant peut-être que la lune est un continent lointain de notre planète, propose plutôt: de dire «atterrir sur la lune».)

On sait que l'Académie, toujours à la fine pointe du progrès, a longtemps exclu les femmes. (Yourcenar y est entrée de peine et de misère deux ou trois ans avant sa mort). Résultat: l'Académie définissait ainsi, en 1935, le mot «crêpe»: un mélange de farine et de lait. On avait oublié les oeufs! L'erreur sera corrigée quelque part durant le 22^e siècle, quand l'Académie aura achevé la prochaine édition de son dictionnaire.

Loi 146: un manque flagrant d'information

Madame la ministre,

Voici quelques questions que se posent des citoyens à propos de la loi 146: «Mes amis se sont mariés au Québec et vivent à Vancouver; est-ce que la loi s'applique à eux? Nous sommes mariés, ma femme et moi, depuis 32 ans; si je meurs, est-ce vrai que mes enfants auront automatiquement la moitié du patrimoine familial? Je suis en instance de divorce. Est-ce que la loi me touche?»

Ces questions — et des centaines d'autres — ont été adressées à l'Association coopérative d'économie familiale (ACEF) de l'Est de Montréal, qui organisait la semaine dernière une soirée publique d'information sur la loi 146. L'ACEF voulait rendre service à la population locale, avec une soirée sur un sujet d'intérêt public. Nous ne pensions jamais susciter tant d'intérêt!

Deux semaines avant la soirée, le téléphone de l'ACEF ne dérangait pas; le 28 novembre, une salle de 600 places s'est remplie en un rien de temps; une semaine après, le téléphone sonne toujours à propos du «patrimoine». L'ACEF constate le désarroi le plus complet dans la population à propos de cette loi. Le 31 décembre arrive et les couples ne comprennent pas les notions les plus élémentaires de la loi. Il ne savent pas où trouver les réponses. Nous pensons que le gouvernement n'a pas fait son travail d'information.

Après le 31 décembre, la loi va toucher tous les couples mariés. Elle peut affecter le contrat de mariage et le testament. Alors que la loi impose

la même règle à tous sur des questions aussi importantes, la moindre mésentente entre époux peut dégénérer en véritable conflit.

L'ACEF ne se prononce pas sur le bien-fondé de la loi 146. Cependant, compte tenu des implications de la loi pour tous les couples et du délai irrevocable pour s'y soustraire, nous

trouvons incroyable que la population soit si mal informée. Le seul document disponible au gouvernement est ce maigre encart diffusé dans tous les journaux, l'exemple parfait d'un document compliqué et rébarbatif.

Dans la confusion générale, les couples sont scandalisés d'avoir à

payer un notaire ou un avocat pour s'informer. Le gouvernement fera-t-il son travail d'information d'ici au 31 décembre? A moins qu'il ne décide de prolonger le délai...

Charles TANGUAY pour l'ACEF de l'Est de Montréal



La ministre Monique Gagnon-Tremblay.

NOUS SOMMES REVENUS DE NOS VACANCES D'HIVER

chez **Dauzé**

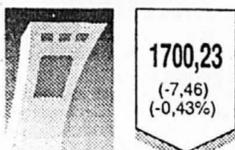
Le plus ancien restaurant de **FRUITS DE MER**

Tradition et qualité depuis 1862

1657, rue Sainte-Catherine Ouest
Tél.: 932-6118 - Fermé le lundi
Stationnement gratuit (1 h 30)
garage du Faubourg (Entrée rue Guy)

INDICES

MONTRÉAL



TORONTO



NEW YORK



DOLLAR CANADIEN



PÉTROLE (N.-Y.)



OR (N.-Y.)



À LIRE

Malgré les promesses des gouvernements d'une taxe neutre, le prix de l'essence a augmenté de 1,5 cent le litre à Montréal avec l'entrée en vigueur de la TPS fédérale et de sa cousine provinciale, la semaine dernière.

Page B 11

La Banque Nationale n'est pas « en principe » intéressée à acheter la Bank of New England qui a été déclarée insolvable cette fin de semaine par les autorités réglementaires américaines qui ont aussitôt pris le contrôle.

Page B 5

L'industrie automobile devrait sortir du marasme en 1991, croit le président de GM

MICHEL VAN DE WALLE
de La Presse Canadienne

Malgré la récession, le président de General Motors du Canada George Peapples a fait preuve d'un optimisme modéré pour l'année 1991 en évoquant une croissance des ventes au Canada variant entre 1,5 et 3 p. cent. Les ventes globales atteindraient environ 1 335 000 unités, tous constructeurs et modèles confondus.

L'an dernier, les ventes au Canada avaient subi un fort recul, de 11 p. cent, par rapport à l'année précédente.

Si 1991 apparaît plus favorable pour l'industrie automobile, cela ne se fera qu'à certaines conditions, selon M. Peapples qui prenait part hier à une rencontre de presse visant notamment à dévoiler le nouveau modèle Saturn.

« Si les taux d'intérêt continuent à baisser, si la crise du Moyen-Orient se résout et si les consommateurs réagissent à l'effet favorable de la TPS sur les prix des véhicules neufs, je crois que le marché automobile canadien de 1991 jouera un rôle positif dans le redressement économique du Canada. »

A propos de la TPS, General Motors a constaté un déclin marqué des ventes au cours des derniers mois de 1990. Les sociétés commerciales exploitant un parc de voitures important ont retardé leurs achats afin de bénéficier des réductions de prix découlant de l'entrée en vigueur de la TPS, ce qui fait dire à M. Peapples qu'une croissance des ventes est appréhendée au cours des premiers mois de 1991.

General Motors prévoit accroi-

tre cette année ses ventes au Canada, qui passeraient de 446 866 véhicules en 1990 à quelque part entre 480 000 et 495 000 unités en 1991. Actuellement d'environ 35 p. cent, la part de marché de GM au Canada passerait à 36 p. cent, toujours selon les prévisions de l'entreprise.

Quant aux nouvelles Saturn, elles seront mises en vente à compter de l'automne prochain.

Réoutillage à Boisbriand

Par ailleurs, l'opération de réoutillage de l'usine de Boisbriand de la General Motors en vue de la production de la nouvelle génération des Camaro et Firebird devrait commencer au début du mois d'octobre prochain.

Quant à l'assemblage des premiers véhicules, il démarrerait dans un an environ, soit au cours du mois de janvier 1992.

C'est ce qu'a indiqué hier le directeur de l'usine de Boisbriand, Robert Moran.

M. Moran a précisé que ce sont les conditions du marché qui détermineront le calendrier final de réorganisation de l'usine d'assemblage de Boisbriand. Cependant, l'échéancier actuellement examiné veut que l'automne prochain soit consacré au réoutillage de l'usine québécoise afin qu'elle puisse entreprendre au début de 1992 son nouveau mandat, soit la construction des sportives Firebird et Camaro. L'usine de Boisbriand approvisionnera toute l'Amérique du Nord ainsi que les marchés d'outremer. Les premières unités construites dans un an seront des modèles de pré-production, destinés à rodier l'usine. La production commerciale débuterait quelque part au printemps 1992.

GM roule vers un dernier trimestre désastreux

D'après Dow Jones

Selon plusieurs analystes financiers américains du secteur automobile, General Motors roule à tombeau ouvert vers un déficit trimestriel de plus d'un milliard de dollars pour les trois derniers mois de 1990. La situation serait telle, selon les plus alarmistes, que le géant pourrait suspendre ou diminuer son dividende de trois dollars sur ses actions ordinaires.

Pour 1991, les prévisions restent grises: au mieux le point mort pour l'ensemble de l'exercice.

Techniquement, le déficit du quatrième trimestre, s'il devait correspondre aux prévisions, n'égalerait pas le record de 1,98 milliard (américains il va sans dire) que le constructeur avait établi au troisième trimestre. Toutefois, ce gouffre était attri-

bué à un poste extraordinaire de 2,1 milliards correspondant à une radiation massive d'éléments d'actif par suite de la fermeture de quelques usines. Sans ce poste, GM aurait dégagé un bénéfice.

Déjà Ford et Chrysler ont annoncé qu'elles atteindraient au mieux le point mort pour le dernier trimestre. Les analystes croient que la situation est pire chez le numéro un américain. Ils se basent entre autres sur les déclarations du président et chef de la direction Robert C. Stempel. Celui-ci avait prévenu ses actionnaires dès novembre que les résultats du quatrième trimestre seraient « significativement » plus faibles.

Parmi les facteurs qui alimentent le pessimisme des analystes, mentionnons le coût de la nouvelle convention collective qui serait plus élevée qu'un premier examen ne l'avait laissé croire.



Le caissier Guy Desrochers, de la Maison des vins, vérifie ses nouveaux prix avant de vendre une bouteille de vin à André Jodoin. À la SAQ, les taux de change ont beaucoup plus d'influence que la TPS, qui n'a à peu près pas modifié les prix des vins et spiritueux.

Les taux de change font encore des ravages à la SAQ

JACQUES BENOIT



Les prix de nombreux vins et spiritueux — 3205, très exactement! — viennent d'augmenter à la suite de l'entrée en vigueur de la TPS, mais surtout en raison de la révision trimestrielle par la SAQ des taux de change qu'elle utilise pour la fixation de ses prix de détail.

Pour l'ensemble des produits, la hausse moyenne atteint 1,9 p. cent... cette moyenne ne donnant, comme toujours, qu'une vague idée des augmentations réelles.

« Il y a eu des hausses des prix de fournisseurs, mais la principale raison, c'est encore les taux de change », explique le vice-président aux affaires publiques et aux services administratifs de la SAQ, M. Claude Marier.

Les boissons les plus durement affectées sont les vins importés en bouteilles, avec une augmentation moyenne de 5,5 p. cent, contre 2,1 p. cent en ce qui concerne les vins embouteillés au Québec.

Les prix des Beaujolais, notamment, ont beaucoup grimé, les hausses s'élevant dans certains cas à plus de 1,50 dollar la bouteille!

« Pour les Beaujolais, c'est l'impact des prix des fournisseurs », explique le vice-président de la SAQ.

Le Beaujolais Bichot coûte ainsi 14,05 maintenant (12,95 précédemment); le Pisse-Dru 13,95 (13,05); le Brouilly Château des Tours — les choses se corsent — 18,50 (17,05 auparavant); le Brouilly Georges Dubocuf 18,80 (17,35), etc., ce qui, hélas! porte les prix de ces vins au niveau de ceux de bien des bordeaux rouges.

Mais les Beaujolais ne sont pas les seuls vins touchés.

Des exemples: le prix du Mouton-Cadet passe de 11,70 à 12,55; celui du Muscadet La Sablette à 11,15, contre 10,40 jusque-là, les chiantis devenant également plus chers que jamais: 13,60 désormais la bouteille de Chianti Classico Brolio (12,90 précédemment); 14,15 dans le cas du Chianti Classico Villa Antinori (13,90) et 17,05 pour ce qui est du Chianti Classico Riserva Ducale (16,10).

Une consolation: 919 produits, tous types confondus, voient leurs prix diminuer, quoique les baisses soient en général peu prononcées.

Ainsi, le Richebourg Mongeard-Mugneret (un bourgogne rouge très réputé de Maisons des vins) se vend désormais... 145 dollars, plutôt que 147! Alors que — plus sérieusement —, le bordeaux Lalande-de-Pomerol Château

La Croix des Moines 86 voit son prix de détail glisser à 20,35, contre 21,85 auparavant, etc.

Baisse également des prix, mais bien modestes, en ce qui regarde les spiritueux canadiens (diminution moyenne de 0,2 p. cent) vendus en format de 750 millilitres, alors que ceux des spiritueux importés de même format augmentent de 1 p. cent.

Le recul du dollar et la TPS

Le recul du dollar par rapport au franc français est la principale cause de cette nouvelle montée des prix, 70 p. cent des produits importés qu'achète la société d'État étant des produits français. Qui plus est, la SAQ règle une grande partie de ses achats en francs, les paiements effectués dans cette devise comptant pour 48 p. cent de ses dépenses faites à ce titre, aux dires de son vice-président.

La TPS, elle, n'a que très peu modifié, à la hausse ou à la baisse, les prix des vins et des spiritueux, souligne M. Marier et comme l'explique un feuillet distribué par la SAQ dans son réseau (« La TPS et la Société des alcools du Québec »).

Selon l'ancienne formule, la taxe de vente fédérale de 19 p. cent s'appliquait sur le prix coûtant (prix du fournisseur.

SUITE A LA PAGE B 11



Claude Picher

Le gouffre haïtien

Le National Geographic a publié il y a quelques années une image qui ne peut laisser personne indifférent. Il s'agit d'une photo aérienne prise au-dessus de la frontière séparant Haïti de la République Dominicaine.

Peut-être davantage encore que l'atroce image d'un bébé mourant de faim, cette image évoque la dramatique condition haïtienne. Du côté de la République Dominicaine, la photo montre la forêt tropicale humide, dense et intacte. Du côté haïtien, tout n'est que rocaillie, poussière, aridité. Du haut des airs, la frontière apparaît ainsi aussi nette que si elle avait été tranchée au couteau.

Hélas! Ce partage aussi net n'est pas un accident naturel; c'est l'homme qui a ainsi ravagé son propre environnement. Une photo prise au même endroit, quelques dizaines d'années plus tôt, n'aurait pas permis de voir la différence entre les deux pays. La destruction de la forêt haïtienne a des conséquences économiques terribles. Le sol, laissé à nu, sans aucune protection, est littéralement balayé par les pluies, qui finissent par ne laisser que des terres de roche, désolées et stériles. Et c'est ainsi qu'Haïti, un des pays les

plus pauvres du monde, s'enfoncé davantage dans la misère...

L'érosion des sols est d'autant plus catastrophique qu'Haïti, avec ses 6,4 millions d'habitants et ses 28 000 kilomètres carrés, n'a pas un seul hectare à perdre. Si on superposait la carte d'Haïti sur celle du Québec, Port-au-Prince occupant l'emplacement de Montréal, le pays s'étendrait de Hull à Granby, et de Lacolle au parc du mont Tremblant. C'est exactement comme si on entassait toute la population du Québec sur le tiers du Nouveau-Brunswick! Et plus de 90 p. cent de ce minuscule territoire, selon les estimations internationales les plus récentes, est déjà entamé par l'érosion qui suit la destruction de la forêt.

Et voilà UN, UN SEUL, des problèmes qui écrasent le pays. En voici d'autres:

— D'abord, quelques chiffres pour donner une idée du cauchemar: le revenu par habitant atteint 410 \$ par année à Haïti, soit deux fois moins que dans la République Dominicaine, et trois fois moins qu'en Jamaïque, deux pays eux-mêmes à des années-lumière du ni-

veau atteint dans les pays industrialisés. Par comparaison, des pays du Tiers-Monde comme le Mexique ou le Brésil, où le revenu par habitant dépasse les 2000 \$, font figure de riches!

— Un autre chiffre: la taille de l'économie haïtienne, c'est-à-dire la valeur de l'ensemble des biens et services qu'elle produit en un an, atteint 2,3 milliards \$. Ce chiffre peut sembler impressionnant. En réalité, c'est un véritable drame. L'économie québécoise en fait plus en cinq jours. Vu sous un autre angle, on peut dire que l'économie de Drummondville, qui fait vivre à peu près 100 000 personnes, a une taille comparable à celle d'Haïti et de ses 6,4 millions de citoyens!

— Tous les spécialistes vous diront que l'économie haïtienne est centrée sur l'agriculture, qui occupe 65 p. cent de la main-d'oeuvre et représente 32 p. cent du Produit intérieur brut. C'est vrai, mais il s'agit là de données officielles. Sur le terrain, les deux assises de l'économie sont le *cheap labor* et la contrebande. Le secteur le plus « prometteur », si l'on peut dire, de l'économie haïtienne, c'est la transformation. Mais pour l'exportation seulement.

Dit plus froidement, quelque 100 000 travailleurs haïtiens, au salaire de six dollars par jour, produisent de tout, des articles de sport aux composants pour ordinateurs, pour des employeurs américains. Ce n'est pas du *high tech*, c'est de l'exploitation. Quant à la contrebande, elle fournit plus du tiers des produits alimentaires de base du pays, avec la complicité des officiels qui ferment les yeux (moyennement commission) sur le dumping.

Heureusement, pourrait-on dire, puisque cela permet à de nombreux Haïtiens de se procurer des aliments à bon compte. La contrebande a en fait atteint une telle importance dans l'économie qu'elle fait substantiellement reculer l'inflation. Mais quand une économie en est rendue à dépendre de tels expédients...

— On n'a pas besoin de s'étendre longtemps sur l'épouvantable état des services de santé (espérance de vie: moins de 60 ans) et d'éducation (analphabétisme: 60 p. cent), sur le pitoyable état des routes et des communications en général (il y a moins de téléphones dans toute la République d'Haïti que dans la seule ville de Chicoutimi).

Mais bon sang, devant toutes ces statis-

tiques qui font fremir, peut-on se demander s'il y a finalement de l'avenir pour Haïti, ce pays demuni parmi les demunis?

Ce n'est certes pas à nous, étrangers vivant dans des pays riches, de dire aux Haïtiens quoi faire. Une chose est certaine, c'est que l'aide internationale n'a pas apporté de résultats concluants jusqu'à maintenant. Certaines années, les contributions de la Banque mondiale et des gouvernements étrangers ont financé plus de la moitié du budget de l'État. Au cours des 20 dernières années, sur les 25 pays qui ont reçu du financement de la Banque inter-américaine de développement dans le cadre de projets de coopération technique, Haïti arrive au troisième rang.

Mais l'économie haïtienne ne réussit toujours pas à décoller. Pire: le pays entier est un désastre économique. Que ce marasme soit dû à un climat politique grotesque, et que la relance passe d'abord par un assainissement de cet environnement pourri, cela paraît évident. Mais encore là, il serait bien prétentieux de notre part que de trouver des solutions à la place du premier concerné, le peuple haïtien.

UN REER... C'EST TELLEMENT PERSONNEL

10 1/2%

1 AN 10 1/2%
3 ANS 10 1/4%
5 ANS 10 1/4%

TAUX BONIFIÉS

Faites votre contribution au REER 1990 dès aujourd'hui et profitez des taux bonifiés de la SNF!

Inscription écrite à la Régie d'assurance-dépôts du Québec.

PRÊT REER

Pas de liquidités? Pas de problème!

Le prêt REER SNF est disponible jusqu'au 1^{er} mars au taux préférentiel plus 1/2%.

Appelez-nous. Un de nos conseillers s'occupera de vous.

Montréal - centre-ville: (514) 844-2050 1-800-361-8625

Laval: (514) 687-7360 Sillery - av. Maguire: (418) 681-1550

Personnellement, moi... c'est la SNF



SOCIÉTÉ NATIONALE DE FIDUCIE

GRUPPO MICO

Au service des Québécois depuis plus de 40 ans

Croque-midi



Élégance et qualité

FRANÇOISE KAYLER

Il peut arriver que l'on doive travailler quand tout le monde se repose. Les midis de fêtes légales, les portes des restaurants sont généralement closes. Ou, alors, alors, alors, un rendez-vous? Les hôtels n'éteignent jamais leurs feux. L'année, pour eux, roule en continu.

Le restaurant du Quatre-Saisons a été rebaptisé Le Cercle, ce nom convenant certainement bien à la géométrie de cette belle salle occupée, en son centre, par une rotonde. On y accède autant par l'extérieur que par l'intérieur de l'hôtel. En hiver cette option est certainement la meilleure, l'entrée étant protégée autant pour les taxis que pour les automobiles.

La salle est grande. Sans être cloisonnée, elle est découpée en larges sections qui permettent de s'isoler sans être isolé. La disposition des tables laisse largement à chacune le contrôle de l'intimité de ses conversations. Une partie de cette salle est réservée aux non-fumeurs.

Le Cercle est situé au sous-sol de l'hôtel, sans que cela soit un désavantage. Le décor a l'élégance inhérente au Quatre-Saisons. Les tables sont belles, montées avec le même soin le midi ou le soir, le service est attentif, l'atmosphère détendue.

Le Quatre-Saisons a adopté, depuis longtemps, la formule de la «cuisine alternative», intercalant dans son menu un certain nombre de plats dont

le contenu en sodium, en gras, en cholestérol, en calories a été réduit. La carte du midi comprend un volet spécial de sandwiches et de plats de pâtes. Un menu du jour la complète.

Le potage du jour était une crème d'épinard... qui ne ressemblait pas à une crème d'épinard. Élégamment servie elle était onctueuse, douce, avec des parfums d'épices exotiques. La truite grillée suivait en poisson du jour, un filet couleur de saumon, marqué légèrement à la grille, cuit avec justesse, aromatisé au romarin frais et auquel il suffisait d'ajouter un filet de citron pour en apprécier la délicatesse. Ce plat revalorise éloquentement la truite d'élevage. En garniture de cette assiette bien adaptée au service du midi: pois mange-tout, haricots verts fins, dés de betterave.

La carte des desserts est à part. Vient de s'y inscrire des beignets aux pommes, dessert d'autrefois oublié. Ils étaient servis sur assiette noire, sur fond de crème anglaise, flanqués d'une crème glacée légère et de tuiles gracieuses... et ils gardaient, tout de même, le goût d'autrefois!

Menu du jour : 16.50 \$. Dessert : 5.75 \$. Le Cercle fait ressortir le montant de la TPS, du total de l'addition.

Le Cercle possède l'un des meilleurs choix de vins des restaurants de Montréal.

LE CERCLE
Hôtel Le Quatre Saisons
1050, rue Sherbrooke, ouest
384-1110

Les banques canadiennes traverseront mieux la récession que les banques américaines

LAURIER CLOUTIER

Plus solides à plus d'un égard, les banques canadiennes traverseront mieux la récession que les banques américaines, souvent devenues fragiles dans le contexte de la détérioration du marché immobilier aux États-Unis et de la dégradation de la valeur de leurs prêts aux pays du Tiers-Monde.

C'est ce que soulignent hier plusieurs spécialistes à la suite de la déconfiture financière de la Bank of New England, la 35^e banque des États-Unis avec un actif de 23 milliards. Certains ajoutent que ce cas mettra encore plus en lumière et renforcera le besoin d'une réforme législative dans l'industrie bancaire américaine. Après un an de difficultés financières, la Bank of New En-

gland Corp, de Boston, s'est placée hier sous la protection du chapitre 7 de la loi de faillite américaine, afin que le tribunal supervise sa liquidation. C'est le dernier développement de cette saga qui amenait, dimanche soir, les autorités américaines à prendre le contrôle de cette banque après son annonce de pertes pouvant atteindre 450 millions au quatrième trimestre.

Au Canada

André Marsan, président des gestionnaires Montrusco & Associés, souligne que le Canada ne souffre pas de faillites bancaires comme les États-Unis parce que nos banques affichent une taille beaucoup plus importante. Elles se sont données également une grande diversification géographique, avec leurs milliers de succursales. Alors que les quelque

14000 banques américaines ne peuvent légalement mener des affaires dans plusieurs États, les six grandes banques canadiennes opèrent dans la plupart des provinces, en plus d'oeuvrer sur le plan international, dans une proportion moyenne de 30 p. cent.

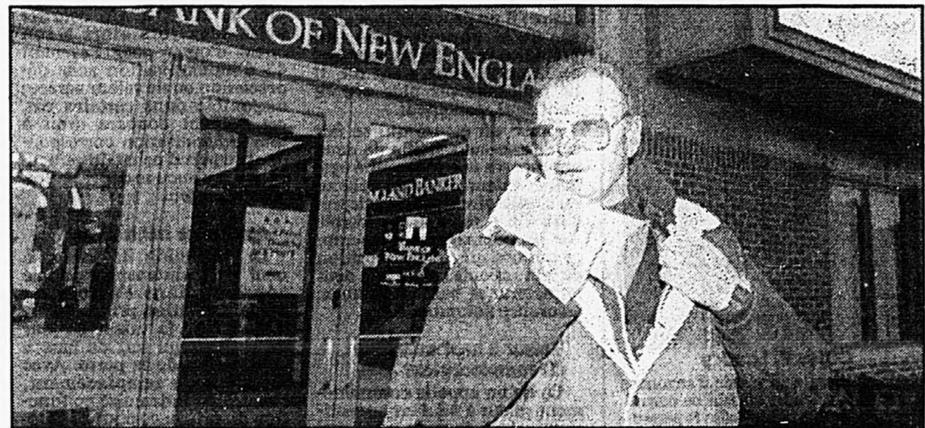
Surtout, les banques canadiennes font preuve de plus de conservatisme dans leur gestion et d'une plus grande prudence dans leurs prêts, déclare André Marsan, ex-analyste bancaire. Depuis 82, les banques canadiennes ont en outre opté pour des règles très strictes de radiation de leurs livres de mauvais prêts consentis aux pays en voie de développement. Par contre, les banques américaines péchaient souvent par leur agressivité mordante et leur imprudence dans l'attaque de nouveaux marchés.

Bernard R. Wilson, associé du

groupe de services financiers Price Waterhouse, de Toronto, et directeur financier de la Chambre de commerce du Canada, déclare que le réseau bancaire étendu du Canada lui confère de la stabilité comparativement à l'américain, plus petit et confiné à des segments de marchés régionaux, qui le rend plus fragile devant la récession.

Jean-Luc Landry, président des gestionnaires Bolton Tremblay, ajoute que le réseau national canadien souffre « moins de dépendance face au marché monétaire d'acquisitions de dépôts ». Par contre, les banques américaines ont multiplié les services financiers et les risques dans le marché immobilier.

Michel Tessier souligne que les banques canadiennes ont aussi manifesté plus de prudence dans leurs prêts lors de la vague récente de fusions et d'acquisitions par endettements. En outre, les banques américaines se sont lancées à fond de train dans le marché immobilier, alors plus alimenté par des incitatifs gouvernementaux comme des abris fiscaux que par la demande réelle, et n'ont pas prévu assez de provisions pour pertes éventuelles dans le cas des emprunts des pays du Tiers-Monde.



Bob Lavigueur, de Winthrop, Massachusetts, vient de retirer toutes ses économies de la succursale de Boston de la Bank of New England. Il explique qu'il a décidé de placer ses avoirs dans d'autres institutions après avoir appris que la Bank of New England allait être mise en tutelle par le gouvernement fédéral.

La BN n'est pas « en principe » acheteur de la Bank of New England

LAURIER CLOUTIER

La Banque Nationale n'est pas « en principe » acheteur de la Bank of New England dont les autorités américaines ont pris le contrôle, dimanche soir, afin de la vendre au plus intéressé.

Cette acquisition « n'entre pas dans les projets de la BN. Elle a déjà fait sa transaction », déclare le porte-parole, Michel Capistran. Elle a en effet acquis, en avril dernier, un portefeuille de prêts commerciaux choisis de 705 millions de la Bank of New England de même que neuf de ses succursales, rapidement intégrées à son réseau.

Mais la BN ne dit pas carrément non. Michel Capistran précise que la BN « ne ferme pas la porte à des opportunités d'affaires ».

Plusieurs financiers doutent cependant que la BN pousse plus loin son intérêt pour la Bank of New England. Jean-Luc Landry, président des gestionnaires Bolton Tremblay, souligne que la BN devrait procéder à une autre émission d'actions si elle comptait se porter acquéreur de la New England. « Ce ne sera certainement pas la BN qui achètera » la New England, renchérit Michel Tessier, analyste chez le courtier Tassé & Associés. Les difficultés de l'industrie bancaire américaine rendra plus difficile de trouver un acheteur de la 35^e banque américaine, avec 23 milliards d'actif, ajoute-il.

De son côté, la Banque Royale n'est pas sur les rangs, déclare son porte-parole, Langevin Côté.

L'Agence américaine de garantie des dépôts (FDIC) a indiqué

dimanche soir qu'elle négocie actuellement la vente de l'importante banque avec deux acheteurs potentiels qu'elle n'a pas alors identifiés.

BankAmerica et Bank One

Mais hier les noms de la BankAmerica et de la Bank One Corp ont largement circulé à Wall Street et dans les cercles bancaires.

De fait, John McCoy, président du conseil et chef de la direction de Bank One, a déclaré hier qu'il était intéressé à la Bank of New England et à ses deux filiales. Il a ajouté cependant que sa décision dépendra beaucoup des perspectives de l'économie déjà difficile de la Nouvelle-Angleterre. Une porte-parole de la FDIC a par ailleurs confirmé que BankAmerica et Bank One ont toutes deux exprimé leur intérêt.

ASSOCIATION PULMONAIRE DU QUÉBEC



Yves Ménard

M. Claude Robitaille, directeur général, est heureux d'annoncer la nomination de M. Yves Ménard, directeur des affaires publiques chez Desourdy Inc., à titre de président du conseil d'administration de l'Association pulmonaire du Québec pour un terme de deux ans.

Rappelons que cet organisme subventionne des programmes de recherche et d'éducation sur les maladies respiratoires dont l'asthme en particulier.

DATES D'ASSEMBLÉE

Données fournies par la société émettrice par l'entremise de LA CAISSE CANADIENNE DE DÉPÔT DE VALEURS LIÉES

*Modifications aux renseignements déjà publiés.
A = annuelle, S = spéciale, G = générale;
X = supplémentaire, E = extraordinaire.

Raison sociale	Date de l'assemblée	Date de l'assemblée	Type d'ass.
Anchor Machine & Manufacturing	21 jan.	28 fév.	AG
Arthes Industries Inc.	15 jan.	18 fév.	AG
Canadian Resources Ltd.	1er fév.	15 mars	AG
Galco Resources Corp.	1er fév.	21 mars	AG
Discovery Distributing Corp.	21 jan.	28 fév.	A
Enertax Developments Inc.	18 jan.	8 mars	A
F. Sec. '76, Rev. Fixed United	11 jan.	28 fév.	AG
Fonds De Ret. United Accum.	11 jan.	1er mars	A
Fonds De Ret. United Venture	11 jan.	1er mars	A
Fonds Hypothécaire United	11 jan.	29 fév.	S
Fonds Marche Mon. Amer. United	11 jan.	1er mars	A
Fonds Marche Mon. Can. United	11 jan.	1er mars	A
Fonds United Accumulative Lite	11 jan.	28 fév.	A
Fonds United American Lite	11 jan.	28 fév.	A
Fonds United Venture Lite	11 jan.	28 fév.	A
Golden-Toronto Resources Ltd.	21 déc.	8 fév.	AG
Guinac Exploitations Inc.	17 jan.	14 fév.	A
Groupac Kappel Ltd.	4 jan.	14 fév.	A
Int'l Capital Industries Corp.	1er fév.	8 mars	S
New National Exploitations Ltd.	22 jan.	28 fév.	AG
NCA Minerals Corp.	19 jan.	28 fév.	AG
Profile Capital Corporation	16 jan.	28 fév.	AG
Provo Technology Corporation	23 jan.	27 fév.	A
Resources Montpelier Lite	25 jan.	1er mars	A
Springside Resources Ltd.	23 jan.	28 fév.	AG
Stoneway Capital Dev. Corp.	24 jan.	28 fév.	AG
Taseko Mines Limited	21 jan.	27 fév.	AG
Truax Resources Ltd.	24 jan.	18 fév.	AG
United Becon Resources Ltd.*	21 déc.	29 jan.	GE
Vares Resources Ltd.	14 jan.	28 fév.	A

Déjeuners d'affaires

RISTORANTE L'AVENURA
Le goût de l'Italie
99, AV. LAURIER OUEST
Rés.: 271-3095
(coin Saint-Urbain)

Lancez-vous en affaires sans partir de zéro

Devenez franchisé d'un dépanneur COUCHE-TARD



AVANTAGES

- vous serez maître de votre avenir
- vous deviendrez membre d'une organisation solide, efficace et fière
- vous profiterez des multiples ressources, financières, humaines et autres, d'un réseau qui a fait ses preuves
- vous recevrez une formation complète, théorique comme sur le terrain
- vous ferez partie d'un réseau de dépanneurs à fort volume de ventes
- vous posséderez un commerce choisi dans la province de Québec

EXIGENCES

Investissement total : 80 000 \$
Mise de fonds du propriétaire : 40 000 \$ et plus
Pour plus amples renseignements adressez-vous à :

Alimentation COUCHE-TARD, Service du recrutement
1600, boul. St-Martin Est, Tour B, Suite 280, Laval, Québec, H7G 4S7
(514) 662-3272 1-800-361-8895



POUR UN AVENIR PROFITABLE

Montebello. Des réunions créatives dans un cadre pure nature

Le Château Montebello-sied au coeur du grand vert. Un paradis accessible à tous les gens d'affaires qui veulent performer et garder la forme. 17 salles de réunions équipées d'installations modernes et un service impeccable feront de votre meeting une pure réussite!

FORAITS REUNIONS

- la chambre
- le matériel de conférence (bloques-notes, crayons, tableaux)
- menthes et eau de source
- café et journaux au début de la réunion matinale
- accès au complexe sportif
- chambre surclassée pour le responsable de la réunion

À PARTIR DE 87\$

1er janvier au 21 décembre 1991
Par chambre. Par jour. Occupation simple. Selon la disponibilité.
Équipement audio-visuel, taxes et service en sus.

Nos forfaits repas sont extras! Renseignez-vous!

Réservations : (819) 423-6341, sans frais : 1-800-268-9411
Télécopieur : (819) 423-5283

L'ÉTABLISSEMENT DE PARTENARIATS POUR AMÉLIORER VOS TECHNIQUES DE VENTE

Cours de 10 séances, les lundis (en anglais) et les mercredis (en français) de 18 h 30 à 21 h, à compter du 4 février 1991 (anglais) et du 6 février 1991 (français).
Ce cours aidera les nouveaux agents de vente et de commercialisation de même que les agents chevronnés à :
— acquérir de la confiance
— augmenter leur crédibilité
— créer une bonne impression avec leurs méthodes de vente
— réduire considérablement le nombre d'objections qu'on risque de leur opposer
— faire aboutir une vente
— augmenter sensiblement leur taux de réussite tout en réduisant les effets du stress
Les étudiants découvriront le besoin authentique d'être exposés à la logique des techniques de vente.
Pour obtenir de plus amples renseignements et un formulaire d'inscription, appelez (514) 398-6166.
Prix du cours : 345 \$.
DATE LIMITE D'INSCRIPTION — LE 28 JANVIER.

McGill Centre d'éducation permanente
L'endroit parfait pour vous perfectionner.

ACGL VOTRE FOURNISSEUR DE CHOIX POUR L'ANNÉE 91
LE GROUPE INFORMATIQUE ACGL INC.

SAUTEZ SUR CETTE OCCASION UNIQUE

Ordinateur AT, 80286-12

- 1 MB mémoire RAM (extensible à 6 MB)
- Carte SuperVGA 16 bits, 256K
- Disque rigide 40 MB, 18 ms
- Moniteur mono VGA, Samsung

UN PRODUIT ZENITH À UN PRIX...
\$1495

AJOUTEZ UNE IMPRIMANTE PANASONIC KX-P1180 POUR SEULEMENT **\$149**

BOUTIQUE D'INFORMATIQUE
5692, rue Jean-Talon Est, Saint-Leonard, H1S 1M2
Tél. 255-3799 - Du lun au ven. de 8 h à 18 h

CENTRE D'AFFAIRES
450, boul. René-Lévesque Ouest, Montréal, H2Z 1Z6
Tél. 878-3144 - Du lun au ven. de 8 h à 17 h

CENTRE DE RÉPARATIONS PLUS POUR TOUS PRODUITS INFORMATIQUES
1 seul numéro: 255-3799 - Demandez le responsable Christian Poirier - Du lun. au ven. de 8 h à 18 h

Hôtels et Villages Vacances Canadien Pacifique
Le Château Montebello
Montebello, Québec

Québec : La Mecque de la recherche forestière

Presse Canadienne
QUÉBEC

Sans battage publicitaire, la région de Québec, avec un personnel de près de 500 scientifiques, est devenue, au fil des années, le point de mire de la recherche forestière au Canada. Québec serait même l'une des rares villes, sinon la seule ville au monde, à posséder une force de frappe aussi importante dans le domaine de l'étude de la forêt.

Une compilation effectuée par le comité directeur du parc technologique de Québec et le Conseil de la recherche forestière du Québec démontre, au grand étonnement de tous, que Québec réunit dans ses murs les principaux centres de recherches forestières du Québec, la plupart des associations qui se préoccupent de ces questions, les écoles et universités spécialisées en foresterie et un

grand nombre (500 dans un rayon de 100 km) d'industries reliées à la forêt.

Un des grands avantages de la région de Québec, comme l'explique M. Jean-Marc Lajoie, directeur de Parc Technologique du Québec Métropolitain, c'est qu'elle est située à proximité des grandes villes et des forêts du nord-est de l'Amérique du Nord et sur un territoire qui comprend la forêt la plus importante de l'Est du Canada.

Omniprésente, la forêt s'étend jusqu'aux rives du Saint-Laurent et sert à la fabrication de la pâte à papier, du bois d'oeuvre, des panneaux d'agglomérés, du carton et d'autres produits dont le nombre, grâce à la recherche scientifique et technologique, ne cesse de s'accroître.

Le Québec peut s'attribuer au moins deux découvertes sylvicoles qui l'ont fait connaître à travers le monde, soit le développe-

ment d'une technique de prévention et de lutte contre les incendies qui fait autorité et la mise au point d'une technique de lutte biologique contre la tordeuse des bourgeons de l'épinette. A cela s'ajoute l'expertise intéressante développée dans la production des semis pour le reboisement.

Pourtant, à l'ère du concept de développement durable, des succès de ce genre ne suffisent plus. Notant qu'il y a très peu de débats

sur la question des forêts au Québec, M. Jean-Pierre Drapeau, directeur et rédacteur en chef du magazine «Franc nord», un ardent défenseur de l'environnement, déclare que les chercheurs ont encore beaucoup à faire pour agrandir le champ des connaissances de l'écosystème forestier. Le doyen de la faculté de foresterie et de géomatique, Claude Godbout, souligne qu'on dénombre 71 régions écologiques différentes au Québec et qu'on est loin d'en saisir tout le dynamisme.

Vos assurances

L'an neuf avec la valeur à neuf

Christian N. Dumais, avocat.
vice-président, Dale-Parizeau inc.

du contrat d'acquisition avant d'émettre l'avenant de valeur à neuf.

Un grand principe de l'assurance veut que l'assuré ne puisse s'enrichir à la suite d'un sinistre: il ne peut être indemnisé qu'à concurrence du préjudice réel subi au moment de la perte. Autrement dit, il ne peut recevoir plus que ce qu'il perd réellement.

Ainsi, un assuré qui se fait voler une auto vieille de deux ans recevra une indemnité égale à la valeur réelle du véhicule, c'est-à-dire sa valeur dépréciée. Cette règle a été écartée par les compagnies d'assurance qui ont mis à la disposition de leurs clients la valeur à neuf en assurance habitation et en assurance automobile.

Valeur à neuf ou valeur de remplacement

Ce qu'on appelle communément valeur à neuf est en réalité la valeur de remplacement. Cette expression traduit beaucoup mieux de quoi il en retourne: l'assuré victime d'une perte et bénéficiaire de l'avenant de valeur à neuf aura le droit de remplacer le bien sinistré par un autre identique, mais à l'état neuf.

Cet avenant constitue une excellente protection contre la dépréciation et l'inflation. Par exemple, si vous possédez une voiture de modèle 1989 qui est considérée perte totale à la suite d'un accident survenu aujourd'hui, cette voiture sera remplacée par un modèle 1991 ayant les mêmes caractéristiques.

Assurance automobile

En assurance automobile, cette protection supplémentaire est l'avenant 45 A qu'on offre aux propriétaires de voitures neuves. Pour l'obtenir, il faut payer environ 60 \$ ou 10 p. cent de la prime totale et répondre à certaines conditions:

- 1) en faire la demande dans les trois (3) mois suivant l'acquisition du véhicule neuf;
- 2) être assuré «des deux bords», c'est-à-dire détenir la protection responsabilité du chapitre A et la protection collision du chapitre B.

L'avenant ne peut s'appliquer plus de 24 ou 30 mois après l'achat du véhicule mais certains assureurs consentent à prolonger la durée de l'avenant de valeur à neuf jusqu'à l'expiration de la période d'assurance en cours. L'avenant 45 A n'est pas disponible pour des véhicules loués ni aux véhicules dits démonstrateurs; c'est pourquoi les assureurs exigent la plupart du temps une copie

Assurance habitation

La protection de valeur à neuf est maintenant monnaie courante dans l'assurance d'une habitation principale. A défaut, c'est la valeur au jour du sinistre qui sert de base à l'évaluation de la perte. Avec la valeur de remplacement, l'assuré est indemnisé en fonction du prix payé pour remplacer le bien détruit ou volé.

L'indemnisation se fait en deux étapes: d'abord, un paiement sur la base de la valeur au jour du sinistre puis, sur présentation des factures de remplacement, le paiement de la différence entre la valeur à neuf et la valeur dépréciée déjà versée.

Cette obligation de remplacer par des biens de même nature et qualité sans déduction pour la dépréciation est une condition sine qua non pour avoir droit à la valeur à neuf. Cependant, certaines compagnies d'assurance, notamment dans les polices haut de gamme, adoptent une politique plus souple et versent la valeur à neuf sans exiger le remplacement.

Le contrat d'assurance accorde habituellement à l'assuré jusqu'à six mois pour effectuer le remplacement. La police prévoit aussi que si le bien volé ou détruit n'est pas disponible ou s'il est irremplaçable, on peut lui substituer un objet comparable en termes de qualité et d'utilité. La valeur à neuf ne s'applique pas aux biens qui sont par définition irremplaçables: les antiquités, les objets d'arts, les tableaux, les statues, les livres rares, les manuscrits, les photos, les négatifs, les souvenirs et les objets dont la valeur provient de leur âge, de leur rareté ou de leur caractère historique.

* * *

La semaine prochaine, nous parlerons de la valeur de remplacement applicable à l'immobilier dans une police d'assurance habitation.

Écono-flashes

Un autre boulot pour Allan Gottlieb

Spécialiste des affaires étrangères, président du Conseil des arts du Canada, éditeur du magazine *Saturday Night* et administrateur de diverses sociétés, l'ex-ambassadeur du Canada aux États-Unis Allan Gottlieb a été nommé président du conseil de Burson-Marsteller Canada et d'Executive Consultants Ltd., qui oeuvrent respectivement dans le domaine de la communication et des relations gouvernementales, annonce à Montréal le vice-président et directeur général du bureau régional de Burson-Marsteller, Jacques Vasseur.

OPA sur le GROUPE ANDRÉ PERRY

Le groupe financier Suisse Canada Capital communique à Montréal son intention de s'offrir à acheter par le truchement du Trust Royal et au prix unitaire de 20 cents toutes les actions de catégorie A du Groupe André Perry, un studio d'enregistrement de musique et de vidéo qui a débuté en 1974 à Morin Heights, dans les Laurentides. Suisse Canada Capital, qui se réserve le droit de se désister dans l'éventualité où il obtiendrait moins de 90 p. cent des titres convoités, propose en outre d'échanger les obligations en francs suisses encore en circulation à 41 p. cent de leur valeur nominale. Le groupe annonce aussi qu'il s'entendra avec les autres créanciers de GAP pour permettre le redressement de l'entreprise en difficulté.



INCO: retour au rabais sur actions-dividendes

La compagnie Inco entend rétablir, avec le dividende prévu pour le 13 février, le rabais de cinq p. cent sur ses actions ordinaires émises dans le cadre de sa formule facultative de dividendes en actions. Inco majorera en outre immédiatement le maximum actuel de 12000 \$ qu'elle permet trimestriellement à ses actionnaires d'investir dans son programme d'achat d'actions du trésor, au prix du marché. Les dividendes en actions, calculés au prix de 95 p. cent de leur valeur boursière devrait, estime Inco, restaurer l'intérêt que cette formule avait suscitée jusqu'à sa suppression en 1989. Quant au relèvement du plafond de l'investissement trimestriel, c'est pour compenser l'inflation et l'évolution du taux de change entre les devises canadienne et américaine, précise Inco.



SHELL CANADA en quête de 300 millions \$

En vertu d'une autorisation précédemment obtenue, la pétrolière Shell Canada va tenter de recueillir sur les marchés financiers des États-Unis 300 millions de dollars US par l'émission de débentures comportant un taux de 8 7/8 p. cent d'intérêt, échéant le 14 janvier 2001 et offertes à 99,921 \$. L'emprunt, dont Shell destine le produit «aux besoins généraux» de l'entreprise, entraîne notamment la participation des courtiers Merrill Lynch, Goldman Sachs, Salomon, Morgan, Dominion Securities et Wood Gundy.



L'optimisme regne chez ACCOR

Numéro mondial de l'hôtellerie, le groupe français Accor s'attend à voir augmenter son bénéfice net de 20 p. cent en atteignant cette année l'équivalent de quelque 218 millions de dollars Can. comparativement aux 181 millions prévus pour 1990 et les 138 millions de profits réalisés en 1989, a déclaré à Paris le directeur financier adjoint de l'entreprise, Olivier de Surville. Accor fonde notamment son optimisme sur la progression de la chaîne *Motel Six*, achetée aux États-Unis l'an passé.

L'industrie du papier tourne à faible régime

L'industrie canadienne de pâte commerciale pour papier à base de pâte chimique a fonctionné à 74 pour cent de sa capacité en novembre. Au cours des onze premiers mois de l'année, les usines canadiennes ont enregistré un taux d'exploitation de 82 p. cent, comparativement à un taux de 96 p. cent en 1989, et ont fabriqué 5,72 millions de tonnes, ce qui représente une baisse de 813 000 tonnes ou 12,5 p. cent. Les envois de pâte commerciale ont totalisé 512 000 tonnes en novembre. Pour l'année en cours, les expéditions se chiffrent à 5,50 millions de tonnes, soit 846 000 tonnes ou 13,3 pour cent de moins que l'an dernier. Les envois au Canada et aux États-Unis ont diminué de 147 000 et 159 000 tonnes, ou 20,0 et 7,5 p. cent, respectivement, et ceux aux clients d'outre-mer ont chuté de 540 000 tonnes ou 15,5 p. cent. Les stocks de pâte commerciale des producteurs ont diminué de 45 000 tonnes au cours du mois, pour clôturer à 575 000 tonnes, ce qui équivaut à environ 34 jours d'approvisionnement aux taux actuels d'expéditions. En novembre 1989, les inventaires à la fin du mois étaient de 425 000 tonnes.



Pour MAZDA CANADA, ça roule

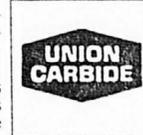
Le distributeur canadien des véhicules automobiles japonais Mazda a vu progresser son chiffre d'affaires pour une quatrième année consécutive en 1990 grâce à la vente de 49 235 voitures et de camions ou fourgonnettes, une amélioration de 8,6 p. cent sur 1989. Fondée voici 22 ans, Mazda Canada a déclaré à Toronto que son succès en faisait le premier importateur de véhicules utilitaires au pays, et le troisième au plan des automobiles.

Le RRO: vingt-cinq ans déjà

Observant le 25^e anniversaire de l'avenement du Régime des rentes du Québec, le ministre québécois de la Main-d'oeuvre, de la Sécurité du revenu et de la formation professionnelle, André Bourbeau, a souligné que le programme comptait aujourd'hui plus de trois millions de cotisants, les femmes en constituant la moitié alors que l'on y comptait moins de 700 000 en 1970 encore. Une personne sur neuf au Québec reçoit des prestations de la Régie des rentes, a précisé le ministre.

Accord de la CEE à MITSUBISHI pour UCAR

Dans sa première décision sur une entreprise en coparticipation depuis qu'elle peut statuer sur la compatibilité de ce type d'opération avec les règles de concurrence, la Commission économique européenne a autorisé à Bruxelles une importante prise de participation dans les activités «carbone» du géant chimique américain Union Carbide par le consortium nippon Mitsubishi. Ce dernier acquerra donc 50 p. cent d'UCAR Carbon Co., une filiale d'Union Carbide produisant du graphite, du carbone et des matières connexes. Un porte-parole de la Commission a souligné que l'administration d'UCAR resterait indépendante.



Activités en hausse chez KLM

Le volume de marchandises transporté par la compagnie aérienne hollandaise KLM est passé à 2,4 milliards de tonne-milles durant les neuf premiers mois de son exercice, une hausse de sept p. cent sur la période antérieure correspondante. Le taux de chargement a été de 71,7 p. cent, contre 72,2 p. cent précédemment. En décembre seulement, KLM a enregistré 262,7 tonne-milles, soit sept p. cent de plus qu'en fin 89, le taux de chargement s'établissant à 69,7 p. cent contre 70,5 p. cent.



Tapie voudrait le reste d'ADIDAS

Six mois après son acquisition de 80 p. cent des actions de la fabrique allemande d'articles de sport Adidas au coût approximatif de 300 millions de dollars canadiens, le magnat français Bernard Tapie a exprimé hier le «vif intérêt» de son groupe pour les dix p. cent du capital-actions que détient toujours le groupe Métro dans Adidas. «Métro veut vendre et nous sommes intéressés par le rachat non seulement des dix p. cent mais aussi de l'option sur cinq p. cent supplémentaire du capital que possède Métro», a commenté le célèbre industriel de France en annonçant la tenue d'imminents entretiens avec les vendeurs potentiels.

Credits de 1,8 milliard à la Tchécoslovaquie

Le Fonds monétaire international (FMI) a ouvert à la Tchécoslovaquie d'une ligne de crédits totalisant près de 1,8 milliard de dollars US afin de financer le programme de réformes de ce pays prévoyant le passage à une économie de marché. Cette ligne de crédits sera versée au cours des 14 prochains mois.

LE CONSEIL DE PLACEMENT PROFESSIONNEL



Fernand N. Legault

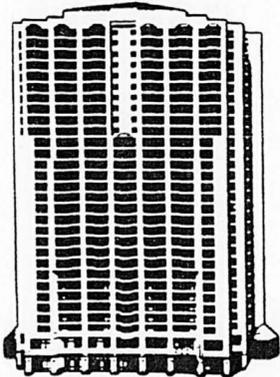


Gilles P. Landry

M. D. F. Ball, président du conseil d'administration, a le plaisir d'annoncer l'élection de Messieurs Fernand N. Legault et Gilles Landry au sein du conseil d'administration. M. Legault est vice-président - relations industrielles et personnel. Robert Mitchell Inc. Il est aussi vice-président, membre du conseil d'administration et de l'exécutif, Association des manufacturiers canadiens, division du Québec, ainsi que membre du conseil d'administration et de l'exécutif de l'École de technologie supérieure, (UQ). M. Landry est vice-président, ressources humaines chez Bombardier Inc. - Canadair.

Le Conseil de Placement Professionnel est un groupe de conseillers en ressources humaines, parrainé par l'industrie. Fondé en 1927, ses bureaux sont situés à Montréal, Toronto, Mississauga (Ont.), Winnipeg, Calgary, Edmonton et Vancouver. Le C.P.P. se spécialise dans le recrutement de cadres, comptables, ingénieurs, scientifiques, technologues, de gestionnaires en ressources humaines et en informatique. Il se spécialise aussi dans la reffectation et dans les études de main-d'oeuvre.

PLACE MINTO PLACE
SUITE HOTEL
Ottawa



GRANDE AUBAINE
DE
JANVIER
Toute suite luxueuse
de deux pièces
pour seulement

85 \$
par nuitée

en occupation simple ou double

Suites luxueuses avec cuisines complètes
Service aux chambres et restaurants
Piscine intérieure et centre de forme physique et de rajeunissement

Réservez dès maintenant

Ottawa (613) 782-2350

Ontario & Québec 1-800-267-5101

Autres provinces et États-Unis 1-800-267-3377

433 ouest, avenue Laurier
Ottawa (Ontario) K1R 7Y1

À deux pas de la colline parlementaire



VOITURE LÉGENDAIRE À PRIX PASSAGER.

La BMW 318i est la réincarnation de la première berline sport à 4 portes, lancée par BMW dans les années 1960. Une voiture qui combine les performances BMW au pur plaisir de conduire. Évitez les copies, la légende est là! À un prix de location qui ne fait que passer!

318i 295\$* PAR MOIS

À partir de 295\$ par mois. Taxes, transport et préparation non inclus. Acompte de 5000\$ ou reprise équivalente. Plan de location de 36 mois. Valeur résiduelle de 11 868\$. No 91-4066.



BOULEVARD
ST-MARTIN AUTO INC.
Les spécialistes des voitures importées

1430, bpol. St-Martin, Laval 667-4960

Les taux d'intérêt

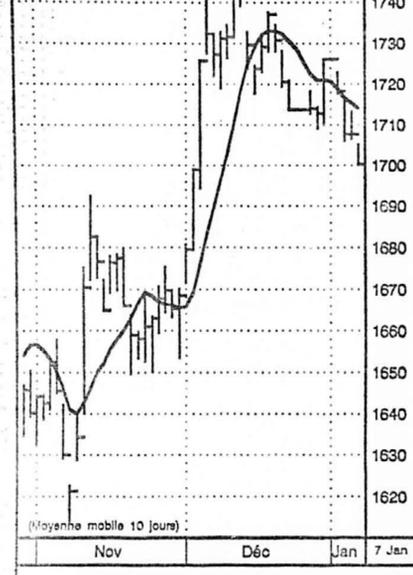
Interêts quotidien	Dépôt à court terme							Dépôt à terme Intérêt versé annuellement					Certificats garantis Intérêt versé annuellement					Prêts personnels	Hypothèques résidentielles					Hypothèques commerciales					
	Epargne stable		DÉPÔT min(\$)	30-59 j.	60-89 j.	90-119 j.	120-179 j.	180-269 j.	270-364 j.	1 AN	2 ANS	3 ANS	4 ANS	5 ANS	DÉPÔT min(\$)	1 AN	2 ANS		3 ANS	4 ANS	5 ANS	% min.	1 AN	2 ANS	3 ANS	4 ANS	5 ANS	1 AN	3 ANS
BANQUES																													
CIBC	7.25	7.25	5000	8.50	8.50	8.50	8.75	8.75	1000	9.75	9.50	9.50	9.50	9.50	1000	10.50	10.25	10.25	10.25	10.25	13.75	12.50	12.50	12.50	12.50	12.50	—	—	—
COMM. ITALIENNE	7.75	7.50	5000	9.75	9.75	9.85	9.85	9.90	1000	10.55	10.55	10.30	10.30	10.30	—	—	—	—	—	—	15.75	12.50	12.50	12.50	12.50	—	—	—	
CREDIT SUISSE	—	—	100000	10.56	10.41	10.30	—	10.10	—	100000	9.85	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
FED. CAISSE POP. (Qué)	6.50	6.00	3000	9.00	9.50	9.50	9.75	10.00	1000	10.00	10.00	10.00	10.00	10.00	1000	10.50	10.25	10.25	10.25	10.25	13.25	12.50	12.50	12.50	12.50	—	—	—	
FED. CAISSE POP. (MI)	6.75	7.25	5000	8.50	8.50	8.50	8.50	8.75	1000	9.50	—	—	—	—	1000	10.50	10.25	10.25	10.25	10.25	15.00	12.50	12.50	12.50	12.50	13.00	—	—	
LA FINANCIERE	—	—	2500	9.00	9.00	9.00	9.75	10.00	1000	9.75	9.50	9.50	9.50	9.50	1000	10.50	10.25	10.25	10.25	10.25	13.75	12.50	12.50	12.50	12.50	—	—	—	
LAURENTIENNE	7.00	6.75	3000	8.50	8.50	8.50	8.75	8.75	1000	10.00	9.75	9.75	9.75	9.75	1000	10.50	10.25	10.25	10.25	10.25	13.75	12.50	12.50	12.50	12.25	—	—	—	
LEUMI (CAN.)	7.75	7.25	5000	9.50	9.00	8.95	8.75	8.75	1000	9.50	9.50	9.50	9.50	9.50	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
HONG KONG (Can.)	—	—	5000	8.75	8.75	8.75	8.75	9.00	5000	9.75	9.75	9.75	9.75	9.75	5000	10.50	10.25	10.25	10.25	10.25	—	12.50	12.50	12.50	12.50	12.75	12.75	12.75	
MONTRÉAL	7.25	6.75	5000	8.50	8.50	8.50	8.50	8.75	1000	9.75	9.50	9.50	9.50	9.50	1000	10.50	10.25	10.25	10.25	10.25	13.00	12.50	12.50	12.50	12.50	—	—	—	
NATIONALE	7.00	6.75	5000	8.50	8.50	8.50	8.75	8.75	1000	9.75	9.50	9.50	9.50	9.50	1000	10.50	10.25	10.25	10.25	10.25	14.75	12.50	12.50	12.50	12.50	—	—	—	
NATIONALE DE GRECE	6.50	5.75	5000	10.50	10.75	10.75	10.75	10.75	—	—	—	—	—	—	1000	11.00	10.75	10.75	10.75	10.75	16.50	12.50	12.75	13.00	13.00	—	—	—	
NOUVELLE ECOSSE	7.75	7.75	5000	8.50	8.50	8.50	8.75	8.75	1000	10.00	9.25	9.25	9.25	9.25	1000	10.75	10.25	10.25	10.25	10.25	14.50	12.50	12.50	12.50	12.50	—	13.00	13.00	
REP. NAT. N.Y. (Can.)	—	—	25000	10.25	10.15	10.05	9.80	9.80	25000	9.75	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
ROYALE	7.50	7.25	5000	8.50	8.50	8.50	8.75	8.75	500	9.75	9.50	9.50	9.50	9.50	500	10.50	10.25	10.25	10.25	10.25	13.25	12.50	12.50	12.50	12.50	12.75	12.75	12.75	
TORONTO DOMINION	7.50	7.00	5000	8.50	8.50	8.50	8.75	8.75	1000	9.75	9.00	9.00	9.00	9.00	1000	10.50	10.25	10.25	10.25	10.25	—	12.50	12.50	12.50	12.50	12.75	12.75	12.75	
FIDUCIES																													
BONAVENTURE TRUST	—	—	5000	10.38	10.25	10.13	10.13	10.00	—	—	—	—	—	—	1000	10.88	10.50	10.50	10.50	10.50	—	12.38	12.25	12.25	12.25	12.25	—	—	—
CANADA TRUST	8.50	7.25	5000	10.00	10.00	10.00	10.00	10.00	—	—	—	—	—	—	1000	10.50	10.25	10.25	10.25	10.25	13.25	12.50	12.50	12.50	12.50	12.50	12.50	12.50	
CANADIENNE ITALIENNE	7.00	—	5000	9.50	9.50	9.50	10.00	10.00	—	—	—	—	—	—	1000	10.50	10.50	10.50	10.50	10.50	15.50	12.25	—	—	—	12.75	—	—	
CENTRAL GUARANTY	7.50	7.25	5000	10.50	10.50	10.50	10.50	10.50	—	—	—	—	—	—	500	10.75	10.25	10.25	10.25	10.25	12.75	12.50	12.50	12.50	12.50	12.75	12.75	12.75	
FIDUCIE CONFEDERATION	—	9.05	5000	11.00	11.00	11.00	10.85	10.75	10.65	—	—	—	—	—	1000	10.65	10.25	10.25	10.25	10.25	—	12.75	12.75	12.75	12.75	12.75	—	—	
FIDUCIE DESJARDINS	—	6.75	5000	10.50	10.50	10.50	10.75	10.75	—	—	—	—	—	—	1000	10.75	10.50	10.50	10.50	10.50	—	12.50	12.50	12.50	12.50	12.50	12.50	12.50	
FIDUCIE SUN LIFE	—	—	10000	10.75	10.75	10.75	10.75	10.75	—	—	—	—	—	—	1000	10.50	10.50	10.75	10.75	10.75	—	12.50	12.50	12.50	12.50	12.50	—	—	
FIDUCIE FIRST CITY	—	—	5000	10.50	10.50	10.50	10.50	10.50	—	—	—	—	—	—	500	10.75	10.50	10.50	10.25	10.25	—	—	—	—	—	12.75	12.50	12.50	
GUARDCOR	—	—	3000	10.50	10.50	10.50	10.50	10.50	—	—	—	—	—	—	1000	10.25	10.25	10.25	10.25	10.25	—	12.00	12.25	12.25	12.25	12.25	12.50	12.50	
GUARDIAN	—	—	3000	10.50	10.50	10.50	10.50	10.50	—	—	—	—	—	—	1000	10.25	10.25	10.25	10.25	10.25	—	12.00	12.25	12.25	12.25	12.25	—	—	
LA METROPOLITAINE	—	—	5000	10.00	10.00	10.00	10.00	10.00	—	—	—	—	—	—	1000	10.75	10.50	10.50	10.50	10.50	—	—	—	—	—	12.50	12.50	12.50	
MONTRÉAL TRUST	7.50	8.25	5000	10.50	10.50	10.50	10.50	10.50	—	—	—	—	—	—	500	10.75	10.25	10.25	10.25	10.25	—	12.25	12.25	12.25	12.25	12.25	12.25	12.25	
MORGAN	—	—	5000	10.50	10.50	10.50	10.75	10.75	—	—	—	—	—	—	500	10.88	10.63	10.63	10.63	10.63	—	12.75	12.75	12.75	12.75	12.50	—	—	
SOC. D'EPARGNE MONTEREGIE	5.00	—	5000	10.50	10.50	10.25	10.25	10.25	10.25	—	—	—	—	—	1000	10.63	10.25	10.25	10.25	10.25	14.25	12.50	12.50	12.50	12.50	14.00	14.00	—	
SOC. NAT. DE FIDUCIE	—	—	2000	10.00	10.00	10.00	10.00	10.00	—	—	—	—	—	—	500	10.50	10.25	10.25	10.25	10.25	—	12.50	12.50	12.50	12.25	12.25	12.50	—	
TRUST CAPITAL	—	5.00	5000	10.50	10.50	10.50	10.25	10.25	10.00	—	—	—	—	—	500	10.50	10.25	10.25	10.25	10.00	—	12.75	12.75	12.75	12.75	13.25	13.25	13.25	
TRUST GENERAL	7.25	6.75	5000	10.50	10.50	10.50	10.50	10.50	—	—	—	—	—	—	1000	10.63	10.25	10.25	10.25	10.25	—	12.75	12.50	12.50	12.25	12.25	13.25	13.00	
TRUST HOUSEHOLD	—	7.75	5000	11.00	11.00	10.75	10.75	10.75	10.50	—	—	—	—	—	500	10.75	10.50	10.50	10.50	10.50	—	13.00	13.00	13.00	13.00	13.00	—	—	
TRUST LA LAURENTIENNE	—	—	5000	10.50	10.50	10.50	10.50	10.50	—	—	—	—	—	—	500	10.75	10.25	10.25	10.25	10.25	—	12.50	12.50	12.25	12.25	12.25	—	—	
TRUST NATIONAL	—	—	5000	10.50	10.50	10.50	10.75	10.75	—	—	—	—	—	—	500	10.75	10.50	10.50	10.50	10.50	—	12.50	12.50	12.50	12.50	13.25	13.25	13.00	
TRUST PRENOR	—	7.00	5000	10.75	10.50	10.25	10.00	10.00	—	—	—	—	—	—	1000	10.50	10.25	10.25	10.25	10.25	—	12.00	12.00	12.00	12.00	12.00	—	—	
TRUST PRET ET REVENU	8.85	8.65	5000	10.00	10.63	10.63	10.63	10.50	10.50	—	—	—	—	—	500	10.63	10.25	10.25	10.25	10.25	—	12.25	12.25	12.25	12.25	12.25	12.25	12.25	
TRUST ROYAL	7.50	7.25	5000	10.00	10.00	10.00	10.25	10.25	—	—	—	—	—	—	1000	10.50	10.25	10.25	10.25	10.25	13.75	12.50	12.50	12.50	12.25	12.50	12.50	12.25	
TRUST STANDARD	—	—	5000	10.50	10.50	10.50	10.00	10.00	—	—	—	—	—	—	500	10.75	10.25	10.25	10.25	10.25	—	13.25	13.25	13.25	—	13.00	13.25	13.00	
WELLINGTON	—	—	5000	10.50	10.50	10.50	10.50	10.50	—	—	—	—	—	—	1000	10.50	10.25	10.25	10.25	10.25	—	12.50	12.50						

MONTRÉAL

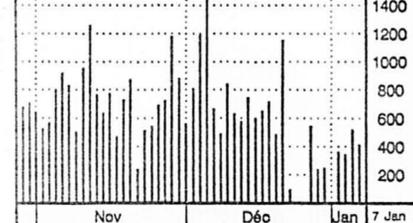
VARIATIONS QUOTIDIENNES DE L'INDICE COMPOSÉ

Haut: 1704.94
Fermeture: 1700.23
Bas: 1700.23

(Indice canadien 25 titres)



VOLUME QUOTIDIEN DES TRANSACTIONS: 3404000



INDICES DE MONTRÉAL

Table listing various market indices such as MARCHÉ CANADIEN (XXM), MARCHÉ BANCAIRE (XCB), HYDROCARBURES (XCO), MINES/MÉTAUX (XCM), etc.

source: Info-Bourse Inc.

COMMENT LIRE LES COTES DE LA BOURSE

Les titres sont énumérés par ordre alphabétique de noms de compagnies. Seuls apparaissent les titres transigés au cours de la période. La valeur des titres est exprimée en cents sauf si la mention « \$ » apparaît.

Div (1) = Dividende par action sur une base annuelle.
C/B (1) = Cours de l'action divisé par le bénéfice annuel par action.

Ventes = En unités sauf si la mention « x » (centaines) apparaît, pour les Bourses canadiennes.
A la Bourse de New York et à l'AMEX, tous les montants sont exprimés en centaines sauf si la mention « x » (unités) apparaît.

Haut = Sommet atteint par le titre au cours de la période.
Bas = Plancher touché par le titre au cours de la période.
Ferm. = Cours à l'arrêt des transactions.

Ch = Variation par rapport au cours de fermeture de la séance précédente (lot régulier).

(1) Données disponibles pour les Bourses américaines seulement.

EXPLICATION DES CODES

BOURSES DE MONTRÉAL ET TORONTO
p ou o = Titre assujéti à une réglementation spéciale.

BOURSE DE VANCOUVER
q = Action ordinaire sans droit de vote ou à droit de vote subalterne.

BOURSES DE NEW YORK ET AMEX
g = Dividende en dollars canadiens
e = Dividende extraordinaire.

ACDS 2100 15 15 15
Apl Prox 3800 112 11 11
Apl Prox 2000 175 17 17

CAE Ind 19700 465 455 455
COFC Inc 1500 88 8 8
COFC Inc 1500 88 8 8

CP Forest 100 2274 274 274
Lac Min 142000 976 976 976
Lac Min 142000 976 976 976

CP Forest 100 2274 274 274
Lac Min 142000 976 976 976
Lac Min 142000 976 976 976

CP Forest 100 2274 274 274
Lac Min 142000 976 976 976
Lac Min 142000 976 976 976

VALEURS

Table of stock values for various companies including CP Forest, Lac Min, and others.

VALEURS

Table of stock values for various companies including M Corp, MBB, and others.

VALEURS

Table of stock values for various companies including Echo Bay, Encor, and others.

VALEURS

Table of stock values for various companies including GTC, GTC, and others.

VALEURS

Table of stock values for various companies including K, K, and others.

VALEURS

Table of stock values for various companies including SportCo, Sico, and others.

VALEURS

Table of stock values for various companies including Colarone, Concorde, and others.

VALEURS

Table of stock values for various companies including UAP, UAP, and others.

VALEURS

Table of stock values for various companies including O, O, and others.

VALEURS

Table of stock values for various companies including Q, Q, and others.

VALEURS

Table of stock values for various companies including Loubel, M&J, and others.

VALEURS

Table of stock values for various companies including AVOINE, AVOINE, and others.

VALEURS

Table of stock values for various companies including FEVES, FEVES, and others.

VALEURS

Table of stock values for various companies including TOURTEAU, TOURTEAU, and others.

VALEURS

Table of stock values for various companies including MARCHÉ AU COMPTANT, MARCHÉ AU COMPTANT, and others.

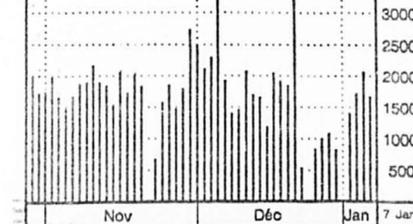
VARIATIONS QUOTIDIENNES DE L'INDICE COMPOSÉ

Haut: 2563.37
Fermeture: 2522.77
Bas: 2514.11

(Selon les 30 plus gros titres de Dow Jones)



VOLUME QUOTIDIEN DES TRANSACTIONS: 132595000



INDICES DE NEW-YORK

Table listing various market indices such as COMPOSÉ, INDUSTRIELLES, TRANSPORTS, etc.

source: Info-Bourse Inc.

VALEURS

Table of stock values for various companies including A, A, and others.

VALEURS

Table of stock values for various companies including B, B, and others.

VALEURS

Table of stock values for various companies including C, C, and others.

VALEURS

Table of stock values for various companies including D, D, and others.

VALEURS

Table of stock values for various companies including E, E, and others.

VALEURS

Table of stock values for various companies including F, F, and others.

VALEURS

Table of stock values for various companies including G, G, and others.

VALEURS

Table of stock values for various companies including H, H, and others.

VALEURS

Table of stock values for various companies including I, I, and others.

VALEURS

Table of stock values for various companies including J, J, and others.

VALEURS

Table of stock values for various companies including K, K, and others.

VALEURS

Table of stock values for various companies including L, L, and others.

VALEURS

Table of stock values for various companies including M, M, and others.

VALEURS

Table of stock values for various companies including N, N, and others.

VALEURS

Table of stock values for various companies including O, O, and others.

VALEURS

Table of stock values for various companies including P, P, and others.

VALEURS

Table of stock values for various companies including Q, Q, and others.

VALEURS

Table of stock values for various companies including R, R, and others.

VALEURS

Table of stock values for various companies including S, S, and others.

VALEURS

Table of stock values for various companies including T, T, and others.

TORONTO

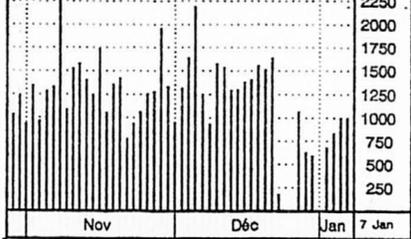
VARIATIONS QUOTIDIENNES DE L'INDICE COMPOSÉ

Haut: 3209.32
Fermeture: 3201.00
Bas: 3200.99



(Moyenne mobile 10 jours)

VOLUME QUOTIDIEN DES TRANSACTIONS: 20194000



INDICES DE TORONTO

Table listing various indices such as 300/COMPOSÉ, MINES ET MÉTAUX, and HAUTE TECHNOLOGIE with their respective values and changes.

source: Info-Bourse Inc.

Main market data table for Toronto, organized into columns A through Z, listing various stocks and their prices.

VANCOUVER

VOLUME: 9 600 000

INDICE GÉNÉRAL FERMETURE 525 13 - 2.69

Market data table for Vancouver, organized into columns A through Z, listing various stocks and their prices.

Main market data table for Vancouver, organized into columns A through Z, listing various stocks and their prices.

FRUITS ET LÉGUMES

(PC) - Voici les prix des fruits et légumes du Québec vendus par les grossistes, lundi, dans la région montréalaise:

Pomme McIntosh Qué. 9,155
Pomme McIntosh Qué. 11,90
Pomme Spartan Ont. 13,00-16,40

INDICES STANDARD & POOR DES OPTIONS DE CHICAGO

Table showing Standard & Poor's Chicago options indices for various months and types.

PRIX DES PRODUCTEURS

Prix des producteurs de produits agricoles au Québec, en Ontario, en Alberta, en Saskatchewan, en Colombie-Britannique et en Nouvelle-Écosse.



LES DEVISES

Table of exchange rates for various currencies including US Dollar, Canadian Dollar, and others.

LES OBLIGATIONS

Table of government bonds and other securities with their respective prices and yields.

AMERICAINE

Table of American stocks and securities.

FONDS MUTUELS

Table of mutual funds and their performance.

MARCHÉ DES OPTIONS — (Chicago)

Table of options market data for various stocks.

OFFRE ET DEMANDE (TORONTO)

Table of supply and demand for various securities in Toronto.

OPTIONS SUR L'OR

Table of gold options contracts.

CONTRATS A TERME

Table of forward contracts for various commodities.

CONTRAT A TERME

Table of forward contracts for Canadian government bonds.

MINES ET PETROLES

Table of mining and oil stocks.

ALBERTA

Table of Alberta energy and resource stocks.

LES METAUX

Table of metal prices and contracts.

LE PETROLE

Table of oil prices and contracts.

LE ARGENT

Table of silver prices and contracts.

TITRES AU COMPTOIR (DE TORONTO)

Table of securities traded on the Toronto stock exchange.

CONTRATS A TERME

Table of forward contracts for various commodities.

CONTRAT A TERME

Table of forward contracts for Canadian government bonds.

ALBERTA

Table of Alberta energy and resource stocks.

LES METAUX

Table of metal prices and contracts.

LE PETROLE

Table of oil prices and contracts.

LE ARGENT

Table of silver prices and contracts.

TITRES AU COMPTOIR (DE TORONTO)

Table of securities traded on the Toronto stock exchange.

CONTRATS A TERME

Table of forward contracts for various commodities.

CONTRAT A TERME

Table of forward contracts for Canadian government bonds.

ALBERTA

Table of Alberta energy and resource stocks.

LES METAUX

Table of metal prices and contracts.

LE PETROLE

Table of oil prices and contracts.

LE ARGENT

Table of silver prices and contracts.

TITRES AU COMPTOIR (DE TORONTO)

Table of securities traded on the Toronto stock exchange.

CONTRATS A TERME

Table of forward contracts for various commodities.

CONTRAT A TERME

Table of forward contracts for Canadian government bonds.

ALBERTA

Table of Alberta energy and resource stocks.

LES METAUX

Table of metal prices and contracts.

LE PETROLE

Table of oil prices and contracts.

LE ARGENT

Table of silver prices and contracts.

TITRES AU COMPTOIR (DE TORONTO)

Table of securities traded on the Toronto stock exchange.

La bourse en bref

Table with 4 columns: Volume, Lundi, Vendredi, Faits saillants. Includes sections for MONTREAL and VALEURS LES PLUS ACTIVES.

Table with 4 columns: Volume, Lundi, Vendredi, Faits saillants. Includes sections for TORONTO and VALEURS LES PLUS ACTIVES.

Table with 4 columns: Volume, Lundi, Vendredi, Faits saillants. Includes sections for NEW YORK and INDICES NEW YORK.

Table with 4 columns: Volume, Lundi, Vendredi, Faits saillants. Includes sections for NASDAQ and INDICES NASDAQ.

OPTIONS TRANS-CANADA (transigées)

Large table listing various options contracts with columns for symbol, price, and volume.

L'essence coûte 1,5 cent de plus le litre

Le prix de l'essence, déjà en forte hausse à la suite de la guerre du Golfe persique, a augmenté de 1,5 cent le litre à Montréal avec l'entrée en vigueur de la TPS fédérale...

Les analystes de la division du marché canadien du pétrole et de la planification d'urgence d'Énergie Mines et Ressources Canada, dans leur bulletin statistique hebdomadaire...

La TPS fédérale est responsable du tiers de la hausse constatée au Québec (soit 0,5 cent) alors que les «mesures d'harmonisation» du ministre Gérard D. Levesque...

Ainsi, tout en diminuant de 13,5 à 7 p. cent son taux de taxation, Ottawa a élargi du même coup sa prise fiscale pour inclure dans l'assiette, les taxes de base provinciales sur les carburants...

Pétrole: l'odeur de poudre propulse le prix du brut

Le coût d'utilisation d'une auto va augmenter de centaines de dollars cette année, avertit l'Automobile et Touring Club (CAA).

La Bourse mercantile. Il s'agissait quand même d'un repli par rapport au début de la journée où il a atteint le cap des 28 \$ un moment.

À Londres, les cours du Brent, qui avaient chuté vendredi à leur plus bas niveau depuis le 3 août nourri dans leur mouvement par les mêmes espoirs...

forte appréciation des cours presage de nouvelles hausses dans les prochains jours à mesure que s'accroît la thèse de la fatalité de la guerre.

L'utilisation d'une voiture coûtera des centaines de dollars de plus (CAA)

Le coût d'utilisation d'une auto va augmenter de centaines de dollars cette année, avertit l'Automobile et Touring Club (CAA).

ne s'arrêtent pas là. «Le prix de l'essence ne représente que l'impact minimum», a fait remarquer M. McNeil.

Le fisc n'entend pas à rire avec la TPS

Que les consommateurs reussissent à éviter la TPS ne croient pas qu'ils se moquent du fisc, a indiqué hier un porte-parole du ministre du Revenu Otto Jelinek.

voir légal pour forcer les consommateurs à payer la taxe, mais qu'il avait par contre un grand nombre de moyens pour obliger un commerce à remettre à Ottawa l'équivalent de sept pour cent sur tous les biens et les services qu'il vend.

Canada Packers vend Black Diamond à une filiale de Labatt

Canada Packers vient de signer le contrat de la vente de sa division de produits laitiers, dont les fromages Black Diamond, à Ault Foods Ltd.

Harriston et Mount Forest, en Ontario, qui fermeront le 31 janvier, mettant à pied 140 personnes.

PROPOSITIONS D'AFFAIRES...

Advertisement for business opportunities with sections for Hypothèques, Occasions d'affaires, Services spécialisés, Argent demandé, Tenue de livres, Déclarations d'impôt, Franchises.

Les taux de change font encore des ravages à la SAQ

La taxe de 19 p. cent a disparu avec l'arrivée de la TPS (7 p. cent) qui frappe, elle, le prix établi par la SAQ et comprenant donc sa marge bénéficiaire.

plus les droits fédéraux — douane et accises — et le transport), et rapportait ainsi 1,17 dollar au Trésor fédéral pour une bouteille de spiritueux importée payée 3,25 (prix du fournisseur et transport) par la SAQ.

Advertisement for Sweet Street featuring 'Opportunités de franchise' and 'Le coin du bonbon'.

AVIS LÉGAUX - APPELS D'OFFRES - SOUMISSIONS - ENCANS

Hydro-Québec

APPELS D'OFFRES pour 14 h heure locale

<p>BCZ.00048.F le mardi 22 janvier 1991</p> <p>BOULONS, ÉCROUS ET RONDELLES EN ACIER GALVANISÉ</p> <p>Admissibilité : Principale place d'affaires au Québec</p> <p>Garantie de soumission : 100 000 \$</p> <p>Prix du document : 25 \$</p>	<p>BCZ.00136.F le mardi 22 janvier 1991</p> <p>22 159 CONNECTEURS À COINCÈMENT EN ALUMINIUM</p> <p>Admissibilité : Principale place d'affaires au Québec</p> <p>Garantie de soumission : 60 000 \$</p> <p>Prix du document : 25 \$</p>	<p>BGT.07084.F le mardi 22 janvier 1991</p> <p>5 CAMIONS TRACTEURS (PBV 125 000 ET 150 000 LB)</p> <p>Admissibilité : Principale place d'affaires au Québec</p> <p>Garantie de soumission : 40 000 \$</p> <p>Prix du document : 25 \$</p>	
<p>DMG.09078.F le mardi 22 janvier 1991</p> <p>800 INDICATEURS DE DÉFAUT SUBMERSIBLES</p> <p>Admissibilité : Principale place d'affaires au Québec</p> <p>Garantie de soumission : 10 000 \$</p> <p>Prix du document : 25 \$</p>	<p>DMG.09087.F le mardi 22 janvier 1991</p> <p>CONFECTION DE 4 205 COMBINAISONS DE TRAVAIL IGNIFUGÉES (TOUTES SAISONS)</p> <p>Admissibilité : Principale place d'affaires au Québec</p> <p>Garantie de soumission : 40 000 \$</p> <p>Prix du document : 25 \$</p>	<p>EGR.15850.F le mardi 22 janvier 1991</p> <p>40 MODEMS DE 9 600 BPS</p> <p>Admissibilité : Principale place d'affaires au Québec</p> <p>Garantie de soumission : 10 000 \$</p> <p>Prix du document : 25 \$</p>	<p>FLR.16003.F le mardi 22 janvier 1991</p> <p>171 588 KG DE PIEUX EN ACIER</p> <p>Admissibilité : Principale place d'affaires au Québec</p> <p>Garantie de soumission : 20 000 \$</p> <p>Prix du document : 25 \$</p>
<p>GGT.00781.F le mardi 22 janvier 1991</p> <p>VINGT-NEUF (29) SYSTÈMES DE DÉTECTEUR DE DÉFAUTS</p> <p>Admissibilité : Principale place d'affaires au Québec</p> <p>Garantie de soumission : 10 000 \$</p> <p>Prix du document : 25 \$</p>	<p>LLR.01033.F le mardi 22 janvier 1991</p> <p>SERVICES D'IMPRIMERIE SPÉCIALISÉS</p> <p>Admissibilité : Principale place d'affaires au Québec</p> <p>Garantie de soumission : 10 000 \$</p> <p>Prix du document : 25 \$</p>	<p>EDP.05802.A le mardi 29 janvier 1991</p> <p>RÉGION RICHELIEU INSTALLATION DE POTEAUX ET D'ENCRAGES</p> <p>Admissibilité : Principale place d'affaires au Québec</p> <p>Garantie de soumission : 200 000 \$</p> <p>Prix du document : 25 \$</p>	<p>IDN.01247.A le mardi 29 janvier 1991</p> <p>RÉGION LA GRANDE RIVIERE SERVICES D'ÉQUIPES POUR L'ÉLAGAGE DES ARBRES</p> <p>Admissibilité : Principale place d'affaires au Québec</p> <p>Garantie de soumission : 15 000 \$</p> <p>Prix du document : 25 \$</p>

Les conditions de chacun des appels d'offres sont précisées dans un document qui peut être consulté ou obtenu du lundi au vendredi de 8 h 30 à 16 h 30 à l'endroit suivant :

HYDRO-QUÉBEC
 GROUPE EXPLOITATION RÉGIONALE
 Direction Approvisionnement de l'exploitation
 Service Achats, Contrats et Surplus d'actif
 140, boul. Crémazie ouest, 10^e étage
 Montréal (Québec)
 H2P 1C3

Pour renseignements : (514) 385-2830

Le montant de 25 \$ est NON REMBOURSABLE et doit être payé sous forme de chèque ou de mandat à l'ordre d'Hydro-Québec.

La garantie de soumission devra être sous forme de chèque visé ou de cautionnement fourni par une compagnie d'assurance ou de lettre de crédit irrévocable ou d'obligations au porteur.

Seules les personnes physiques ou morales qui ont obtenu le document d'appel d'offres directement du bureau mentionné plus haut sont admises à soumissionner.

L'intéressé à soumissionner doit fournir son numéro de téléphone, de télex et/ou de télécopieur lors de sa demande du document d'appel d'offres.

Hydro-Québec se réserve le droit de rejeter toute soumission.

Le chef de service
 Achats, Contrats et Surplus d'actif
 René Cantin, ing.

Régie des rentes du Québec

Aux participants du Régime supplémentaire de rentes des Employés de Crédit Foncier

OBJET: Régime supplémentaire de rentes des Employés de Crédit Foncier
 Certificat d'enregistrement no 7144
 Demande de révision

AVIS D'AUDIENCE

La Régie des rentes du Québec vous avise qu'elle étudiera une demande de révision concernant la terminaison du régime de rentes mentionné en objet à la date indiquée ci-dessous.

Date: Le mardi 12 février 1991

Heure: 09 h 00

Endroit: 440, boulevard René-Lévesque Ouest
 9^e étage
 Montréal (Québec)

Veillez noter qu'en cas de défaut de vous présenter à l'audience, le Tribunal pourra procéder en votre absence sans autre délai, ni avis.

Il vous est possible de vous faire représenter par un avocat ou non.

Le secrétaire du Comité de révision.

DENISE THIBAUT
 No de téléphone: (418) 644-6303

Québec

Les audiences de la Commission Spicer commencent dans la controverse à St. John

GILLES PAQUIN
 du bureau de La Presse
 OTTAWA

■ Après neuf semaines de préparation, le Forum des citoyens sur l'avenir du Canada, mieux connu sous le nom de Commission Spicer, dressera ce matin son grand chapiteau au cœur de Saint-John au Nouveau-Brunswick pour refaire le numéro de l'unité canadienne.

Au cours de cette première semaine d'audiences sur la côte est, la Commission se rendra dans trois provinces et une vingtaine de villes pour tout savoir sur les états d'âme des citoyens et connaître leur point de vue sur l'avenir de la fédération.

Pour mener à bien cette opération difficile, l'ancien commissaire aux langues et président de la Commission, Keith Spicer, est entouré de 11 commissaires et d'une centaine de fonctionnaires qui parcourront le Canada munis d'un budget oscillant entre 10 et 15 millions de dollars.

Mais la tournée de la Commission s'est amorcée dans la controverse hier alors que la Fédération acadienne de Nouvelle-Écosse refusait de présenter son mémoire en anglais comme le réclamait la firme de relations publiques retenue par l'organisme fédéral.

La protestation des dirigeants acadiens a semé la consternation au siège de la Commission à Ottawa où des mesures ont été suggérées pour corriger le tir et permettre à ce groupe de témoigner dans sa langue. Il semble maintenant possible de leur aménager une audience particulière, chose

à laquelle on n'avait pas songé auparavant.

Il est assez ironique d'ailleurs que la Commission Spicer entreprenne ses travaux au Nouveau-Brunswick puisque c'est ici même que le premier ministre libéral Frank McKenna a lancé sa campagne contre la ratification de l'Accord du lac Meech, il y a trois ans.

Si M. McKenna s'est rallié à l'entente en extremis, le printemps dernier à Ottawa, cela n'a pas empêché son collègue de Terre-Neuve, Clyde Wells, de poursuivre la lutte jusqu'à la fin en compagnie du député néo-démocrate du Manitoba Elijah Harper.

Le rejet de l'accord a provoqué la remise en question du fédéralisme et la création de la Commission Bélanger-Campeau sur l'avenir politique du Québec. C'est pour définir une position canadienne face aux éventuelles



(CP)

demandes de Robert Bourassa que le premier ministre Brian Mulroney a créé la Commission Spicer.

La Commission Spicer a choisi d'expérimenter une nouvelle formule dans ses consultations avec les Canadiens: celle des assemblées de cuisine qui réunit de 10 à 20 citoyens discutant sur l'avenir du Canada.

Un membre du Forum des citoyens sur l'avenir du Canada, Roger Tassé, a expliqué que ces petits groupes de discussion encourageront ceux qui ont quelque chose à dire à le faire en toute tranquillité, sans se prêter au cérémonial des commissions d'enquête traditionnelles.

Dans les Maritimes, la Commission rencontrera 30 groupes différents dont six en langue française.

On s'attend à ce que les commissaires commencent à sillonner le Québec dès la fin du mois de janvier ou au début de février.

Par ailleurs, le Forum lancera ce soir une autre première: une assemblée publique diffusée à la télévision communautaire, qui permettra à des groupes de citoyens réunis dans divers studios au pays de parler de l'avenir du Canada. La soirée sera animée par Laurier LaPierre.

Le Canada est prié d'augmenter ses forces militaires dans le Golfe

Presse Canadienne
 TORONTO

■ On a demandé au Canada d'augmenter ses forces militaires dans le golfe Persique, a appris le réseau anglais de Radio-Canada.

Selon CBC, le commandement allié qui supervise les opérations de la force militaire internationale dans le Golfe a demandé au Canada de fournir six autres CF-18 et le personnel de soutien, un

avion citerne Boeing 707 pour l'approvisionnement en plein vol ainsi qu'un hôpital militaire de campagne comprenant 225 médecins, infirmières et autres professionnels de la santé.

La requête formulée par le commandement allié a déjà été approuvée par le ministre de la Défense, a précisé Radio-Canada.

Les six CF-18 viendraient se joindre à l'escadron des 18 autres chasseurs canadiens basés au Qatar. Le rôle de ces CF-18 étant

d'assurer la défense des trois navires canadiens et des autres bâtiments alliés dans le Golfe, les six chasseurs supplémentaires pourraient jouer un rôle offensif, protéger les bombardiers américains et alliés lors des missions au Koweït et en Irak.

Le cabinet des ministres étudiera la requête aujourd'hui au cours d'une rencontre spéciale.

Le Canada a dépêché jusqu'à présent quelque 1700 hommes et femmes dans le Golfe.



Plus de 320 ans à vous offrir qualité et service, avec en plus notre garantie de remboursement!

HANES

SOLDE DE JANVIER

20% DE RABAIS

ABSOLUMENT TOUT EST EN SOLDE!
 FAITES PROVISION!

Collant fin Everyday de Hanes, à culotte de soutien. En nylon 20 deniers avec pointe renforcée et gousset doublé de coton. Couleurs de base variées. N° 8093. Ord. 3,75.
SOLDE 3 POUR 9\$

3/9 \$

Collant fin soyeux Hanes à culotte de soutien. Allure diaphane unie avec pointes ombragées. N° 8132. Couleurs de base unies. Ord. 4,50. **SOLDE 3 POUR 10,80**

3/10⁸⁰

Mi-bas Everyday de Hanes, avec pointe ombragée et bordure tout confort. Couleurs de base variées. Taille unique. Ord. 1,95.
SOLDE 3 POUR 4,68

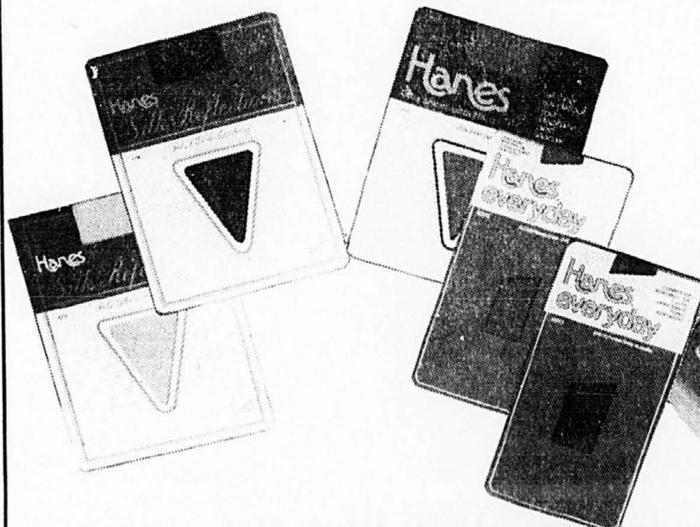
3/4⁶⁸

Collant fin Everyday de Hanes. En nylon 20 deniers avec pointe renforcée et gousset doublé de coton. Couleurs de base variées. Tailles A, B, C. N° 8090. Ord. 2,95.
SOLDE 3 POUR 7,08

Collants fins, rayon 225

3/7⁰⁸

Le choix varie selon le magasin.



LA BAIE PAIE LA TPS!

Durant le mois de janvier, nous payons la TPS, lorsque vous achetez des tenues et des accessoires mode ainsi que des chaus-sures pour femme, homme et enfant.

EN VIGUEUR JUSQU'AU 19 JANVIER 1991.

Satisfaction garantie.



On peut s'y fier!

CANADA PROVINCE DE QUÉBEC DISTRICT DE MONTRÉAL NO. 50002-043117-907
COUR DE QUÉBEC
 PLACE DESJARDINS INC. demanderesse,
 c. 2640, 446,3 QUÉBEC INC. et ERNEST JOURNO défendeurs.
 PAR ORDRE DE LA COUR
 Les défendeurs, 2640, 446,3 Québec Inc. et Ernest Journo, sont par les présentes, requis de comparaitre, dans un délai de trente (30) jours de cette publication, personnellement ou par l'entremise de leurs procureurs.
 Une copie du BREF DE SAISIE AVANT JUGEMENT, de la DECLARATION et DE LA REQUÊTE POUR SOMMÉR UN GARDIEN AU TRIE QUE LE DÉBITEUR POUR LES BIENS SAISIS a été lancée au greffe de la Cour du Québec du district de Montréal à leur intention.
 De plus, PRENEZ AVIS au défaut par vous de signifier ou déposer votre comparution ou représentation dans les délais susdits, la demande-requête procédera à obtenir contre vous un jugement par défaut conforme aux conclusions qu'elle sollicite.
 VEUILLEZ AGIR EN CONSÉQUENCE
 Montréal, le 4 janvier 1991
 Cour du Québec
 District de Montréal
 ROMANOWSKI & ASSOCIÉS
 Me Joann Zaïr
 1140 boul. de Maisonneuve O
 Suite 503
 Montréal, Québec
 H3A 1M8
 (514) 288-4402
 PROCUREURS DE LA DEMANDE-REQUÊTE

CANADA PROVINCE DE QUÉBEC DISTRICT DE MONTRÉAL Numéro 500 04 002896 909
COUR SUPÉRIEURE
 présent
 DAME JOHANNE BOURGOUIN Requerante
 Partie demanderesse
 c. DANIEL DESJARDINS Intimé
 Partie défenderesse
 ASSIGNATION
 ORDRE est donné à DANIEL DESJARDINS de comparaitre au greffe de cette cour situé au 10, rue St-Antoine Est, Montréal, salle 2:17, le 17 janvier 1991, suite à la publication du présent avis dans le journal La Presse.
 Une copie de la requête pour garde d'enfant a été remise au greffe à l'intention de l'intimé.
 Lieu: Montréal.
 Date: le 29 novembre 1990.

Suite des Avis légaux, Appels d'offres et Soumissions en pages A 10 et C 11

1670 la Saie 1991

Plus de 320 ans à vous offrir qualité et service, avec en plus notre garantie de remboursement!

TOUT POUR BÉBÉ

25% À 50% DE RABAIS

Assortiment de combinaisons de nuit pour bébé. Tissus, tailles et prix variés.

40% DE RABAIS

Hauts et pantalons de Carter's. Tailles nouveau-né à 24 mois. Ord. 12\$ à 24\$. Solde 7,19 à 14,39 ch. Tenues de nuit de Carter's. Le choix varie selon le magasin. Tailles nouveau-né à P.M.G. Ord. 17,99 à 19,99. Solde 10,79 à 11,99 ch.

7¹⁹ À 14³⁹

20% À 30% DE RABAIS

Combinaisons de nuit en tissu-couverture, en tricot interlock ou en velours et robes de nuit pour bébé. Grandes marques dont Baby's Own. Tailles variées. Ord. 8,99 à 16,99. Solde 6,29 à 11,89 ch.

6²⁹ À 11⁸⁹

20% de rabais

Couches-culottes en tissu-éponge imprimé. Tailles D.E.F. Ord. 1,69. Solde 1,35 ch.

1³⁵

20% de rabais

Robes de nuit en finette de coton pour bébé. Taille nouveau-né. Ord. 2,99. Solde 2,39 ch.

2³⁹

20% de rabais

Paquet de 4 culottes de plastique. Tailles P.M.G.TG. Ord. 2,99. Solde 2,39 le paquet.

2³⁹

20% de rabais

Hauts à boutons sur le devant. Tailles 3 à 24 mois. En paquets de 2. Ord. 3,49. Solde 2,79 le paquet.

2⁷⁹

NOUVEAU 25% DE RABAIS

Couches en finette de coton Cot'n Kids. En paquets de 12. Modèle ajusté à fermeture sans épingles. Tailles nouveau-né, bébé ou bambin. Contient un paquet de 3 culottes de pastique. Ord. 39,99. Solde 29,99 le paquet.

29⁹⁹

20% de rabais

Culotte de propreté. Tailles D.E.F. Ord. 2,29. Solde 1,83 ch.

1⁸³

Vêtements pour bébé. rayons 401, 455 et 870.

STORKCRAFT

60 \$ DE RABAIS

Couchette façon érable d'allure traditionnelle. Système de support sécuritaire. Ord. 239 \$. Solde 179 \$ ch. Egalement offerte: 20 \$ de rabais. Table à langer assortie. Ord. 143 \$. Solde 123 \$ ch. Meuble de nursery, rayon 408.

179 \$

NOTRE MEILLEUR PRIX!

STORKCRAFT

Couchette pour bébé, de ton blanc. Plaque de soutien sécuritaire. 126 \$ ch. 25 % de rabais. Matelas Baycrest à 104, 230 ou 330 ressorts. Ord. 46,99 à 83 \$. Solde 35,24 à 62,25 ch. Meuble de nursery, rayon 408.

126 \$

STORKCRAFT

40 \$ de rabais. Couchette blanche de style contemporain avec montants pastel à chaque bout. Ord. 239 \$. Solde 199 \$ ch. Egalement offerte: 20 \$ de rabais. Table à langer assortie. Ord. 156 \$. Solde 136 \$ ch. Meuble de nursery, rayon 408.

199 \$

25% de rabais

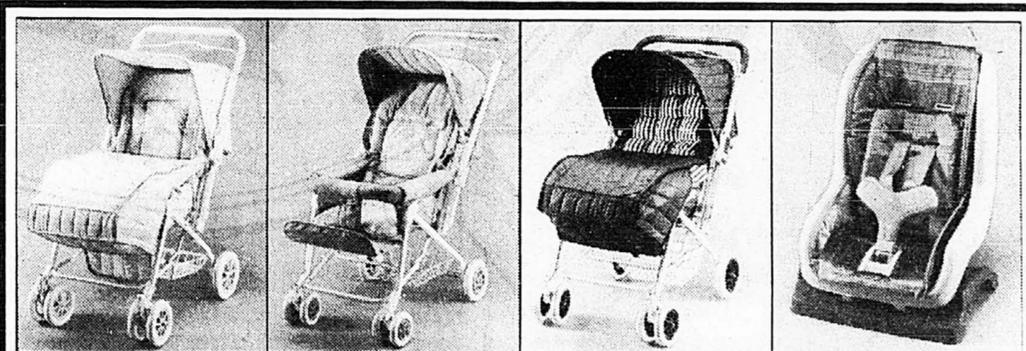
Paquet de 4 débarbouillettes. Ord. 1,89. Solde 1,41 ch. Boutique de bébé, rayon 401.

1⁴¹

25% de rabais

Serviette à capuche et débarbouillette. Ord. 4,49. Solde 3,36 l'ens. Accessoires pour bébé, rayon 870.

3³⁶ L'ENS.



15 \$ de rabais. Poussette Jolly Buggi de Jolly Jumper. Ord. 125 \$. Solde 110 \$ ch. Meuble de nursery, rayon 408.

110 \$

15 \$ de rabais. Poussette Lil Buggi de Little Darling. Ord. 129 \$. Solde 114 \$ ch. Meuble de nursery, rayon 408.

114 \$

20 \$ de rabais. Poussette Jolly Rider de Jolly Jumper. Ord. 159 \$. Solde 139 \$ ch. Meuble de nursery, rayon 408.

139 \$

10 \$ de rabais. Siège d'auto Auto Trac de Cosco/Dorel. Ord. 106,99. Solde 96,99 ch. Meuble de nursery, rayon 408.

96⁹⁹



15 \$ de rabais. Table à langer de Cosco Dorel. Ord. 82 \$. Solde 66,99 ch. Meuble de nursery, rayon 408.

66⁹⁹

Parc de Cosco/Dorel. 66 cm x 107 cm. 49,99 ch. Meuble de nursery, rayon 408.

49⁹⁹

4 \$ de rabais. Toilette d'apprentissage Toilette Plus de Cosco/Dorel. Ord. 24,99. Solde 20,99 ch. 5 \$ de rabais. Siège d'appoint de luxe de Cosco/Dorel. Ord. 39,99. Solde 34,99 ch. Meuble de nursery, rayon 408.

34⁹⁹

EVENFLO

104⁹⁹

10 \$ de rabais. Siège d'auto Ultara II avec bouclier en forme de T, tout nouveau. Plus petit, donc plus confortable. Ord. 114,99. Solde 104,99 ch. Meuble de nursery, rayon 408.



20% de rabais

Moniteur de luxe de Gerry. Ord. 47,99. Solde 39,99 ch. Meuble de nursery, rayon 408.

39⁹⁹

25% de rabais

Seau à couches Puritan. Ord. 8,49. Solde 6,36 ch. Meuble de nursery, rayon 408.

6³⁶

20% de rabais

Accessoires Disney pour bébé de Dolly Toy Crochet, décoration Mickey ou Minnie, mobile ou lampe. Ord. 15,49 à 63,99. Solde 12,39 à 51,19 ch. Meuble de nursery, rayon 408.

12³⁹

25% de rabais

Paquet de 2 langes. Ord. 5,59. Solde 4,94 le paquet. Boutique de bébé, rayon 401.

4⁹⁴



PRIME AVEC ACHAT

Cadre en argent plaqué

A l'achat de vêtements de bébé, d'une valeur de 20\$ ou plus, vous recevrez, sans frais, un joli cadre pour photo en argent plaqué. Mesure environ 7,6 cm sur 10,7 cm. Tant qu'il y en aura. Un cadre par client. Boutique de bébé, rayon 401.

En vigueur jusqu'au 12 janvier 1991.



Plus de 320 ans à vous offrir qualité et service, avec en plus notre garantie de remboursement!

Notre liquidation mensuelle
est de retour!



**LA BAIE
PAIE LA
TPS!**

Durant le mois de janvier, nous payons la TPS, lorsque vous achetez des tenues et des accessoires mode ainsi que des chaussures pour femme, homme et enfant.

JUSQU'À 50% DE
RABAIS

Le mercredi 9 janvier c'est la Journée des prix fous à la Baie! Soyez-y tôt pour faire le maximum de trouvailles! Des aubaines mode pour toute la famille et des articles pour la maison à des prix irrésistibles! En fait, il y a des aubaines fantastiques dans tous les rayons! Soyez fin prêt pour réaliser des économies formidables durant la Journée des prix fous à la Baie! Ne ratez surtout pas ce grand événement! Un jour seulement! Le choix des articles soldés varie selon le magasin et les quantités sont limitées. Alors magasinez tôt pour profiter du meilleur choix!
Désolés, pas de bon d'achat différé.

LE MERCREDI 9 JANVIER 1991 SEULEMENT!

SOYEZ-Y DÈS L'OUVERTURE!

DURANT LA JOURNÉE DES PRIX FOUS, PRENEZ UNE PETITE PAUSE POUR VOUS SUCRER LE BEC AVEC UN MORCEAU DE NOTRE SUCCULENTE TARTE AUX PACANES ET UN BON CAFÉ, POUR SEULEMENT 1,49!

Satisfaction garantie.



On peut s'y fier!